MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Zone de Mouillage et d'Equipements Légers d'Ambon

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

MAIRIE D'AMBON

Raison sociale

N° SIRET

2 1 5 6 0 0 0 2 4 0 0 1 6 4

Type de société (SA, SCI...)

Mairie

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☑ Monsieur

Nom

PAUL

Prénom(s)

Noël

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
Rubrique 9° Travaux, ouvrages et aménagements sur le DPM	Sous rubrique "d" : Zones de Mouillages et d'Équipements Légers (ZMEL)

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le présent projet porte sur une demande d'autorisation pour une Zone de Mouillage et d'Equipements Légers sur la commune d'Ambon. 2 secteurs de mouillages actuellement autorisés sont concernés : Tréhervé et Cromenach
Le projet de ZMEL intègre une optimisation des périmètres de mouillages existants dont :
- sur le site de Tréhervé : réduction de l'emprise ZMEL au droit de la zone où ont été observées des banquettes à Lanices, une réduction des limites ouest et est afin de réduire l'impact paysager des navires sur l'horizon et diminuer l'emprise de la zone de mouillage sur les vasières,
- sur le site de Cromenach : réduction de l'emprise ZMEL afin de réduire l'impact paysager des navires sur l'horizon et diminuer l'emprise de la zone de mouillage sur les vasières et implantation d'un rack à annexes à mi-pente de la rampe d'accès à la plage.
Ces optimisations ont été établies en accord avec la DDTM et l'EPTB Eaux & Vilaine en prenant en compte les statuts de protection des espaces naturels, les habitats prioritaires (absence vérifiée d'herbiers de zostères), les activités économiques, les documents d'urbanisme, les conditions d'accès terrestres et maritimes, les modalités de stockage des annexes, la gestion des déchets... Le projet s'intègre au paysage littoral et maritime de la ZMEL.
Il n'est pas prévu de travaux significatifs à l'occasion de cette demande d'autorisation. Une continuité de gestion sera assurée par rapport à l'exploitation existante : appui à la mairie de l'association d'usagers AUMBK.

4.2 Objectifs du projet

Demande d'autorisation pour une ZMEL actuellement autorisée pour l'accueil de 85 postes de mouillage répartis sur 2 secteurs : 50 pour Tréhervé et 35 pour Cromenach => Cf. Annexe 8 - Tableau de synthèse mouillages.
Le projet s'inscrit dans une vision globale de l'activité de plaisance à l'échelle de l'estuaire de la Vilaine.
Les 2 secteurs de mouillage sont déjà existants et la demande conduira à une diminution de l'utilisation du DPM. Il est prévu la conservation de 50 mouillages (25 par secteur).
Il est envisagé de reconduire le modèle d'exploitation existant qui présente ces avantages :
- Mobilisation d'une association bénévole (AUMBK) qui contribue à réduire le coût de fonctionnement / gestion de la ZMEL et contribue à créer du lien social entre ses adhérents et sur le territoire ;
- Gestion des contrats par la mairie d'Ambon dans une perspective de maintien / support de cette activité favorable à son attractivité et à l'activité économique du territoire et qui répond aux attentes des habitants de la commune comme des visiteurs vacanciers…
La mairie d'Ambon contribue également au travers de la mobilisation de ses divers services dont les services techniques… A l'échelle de la baie et des communes limitrophes, le modèle d'exploitation de la ZMEL d'Ambon permet d'offrir un service à prix contenu. Cette offre de service est à ce titre complémentaire d'autres offres sur le territoire.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Les mouillages sont déjà présents et la demande est décroissante (Cf. note complémentaire en annexe 9).

Il est prévu une campagne d'enlèvement de corps morts inactifs afin de nettoyer les fonds et les rendre naturels sur les secteurs qui ne seront plus occupés (Cf. note complémentaire en annexe 9).

Les mouillages existants feront l'objet d'opérations de maintenance / renouvellement à plus long terme.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Le projet n'entraînera pas de changement substantiel dans l'utilisation du DPM, plutôt une réduction (Cf. carte projet ZMEL en annexe 5).

Les mouillages sont historiques sur les 2 secteurs concernés. Les navires font partie de la vie locale.

La demande n'engendre pas d'afflux supplémentaires liés à la plaisance par rapport à l'existant.

Le bénéficiaire de la ZMEL sera la mairie d'Ambon. Dans la continuité du fonctionnement actuel, elle s'appuiera sur l'association d'usagers AUMBK pour assurer la gestion des 2 secteurs au quotidien, notamment dans la relation aux usagers. Une continuité de gestion sera assurée par rapport à l'exploitation actuelle.

La phase exploitation correspondra :
- à l'utilisation des mouillages par les usagers,
- aux opérations de contrôle et de maintenance des mouillages,
- aux opérations de maintenance des installations permettant d'accéder aux mouillages (rampes d'accès aux plages, espaces de stockage à terre des annexes...).

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

La gestion de ZMEL est régie par :
- articles R 2124-39 du CGPPP,
- articles L 414.4 du code de l'environnement,
- articles 122-3 du code de l'environnement dit au cas par cas,
- articles 123-19 du code de l'environnement pour la participation du public.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Nombre de mouillages Superficie secteur de Tréhervé Superficie secteur de Cromenach => Superficie totale du projet de ZMEL	50 mouillages 55 230 m² 13 762 m² 68 992 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie :

Lieu-dit : Tréhervé et Cromenach

Localité : Ambon

Code postal : 5 6 1 9 0 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : 0 2 ° 3 2 ' 3 6 " O Lat. : 4 7 ° 3 1 ' 1 3 " N

Point de d'arrivée : Long. : 0 2 ° 3 1 ' 1 6 " O Lat. : 4 7 ° 3 1 ' 3 4 " N

Communes traversées :

Ambon (projet majoritairement localisé sur cette commune)
Damgan (léger débord de la ZMEL au delà d'une projection en mer de la limite communale à l'ouest d'Ambon)

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

Plan Local d'Urbanisme d'Ambon approuvé le 28 février 2020
Plan Local d'Urbanisme de Damgan approuvé le 28 janvier 2014

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☑ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☑ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

Date d'autorisation : 08/06/2012
Les modifications de périmètres sont illustrées dans les documents fournis en annexe :
- cartes des 2 secteurs présentant les périmètres actuels et nouveaux (annexe n°5),
- tableau de synthèse présentant les nombres de mouillages et superficies actuels / nouveaux (annexe n°8).

Les modifications portent principalement sur la réduction des superficies de ZMEL et la mise en place d'un rack à annexes sur le site de Cromenach à mi-pente de la rampe d'accès à la plage, afin de remédier au stockage anarchique des annexes en haut de plage.

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	- ZNIEFF de type I - "La côte de Kervoyal" - Identifiant national : 530010395. Superficie : 104,76 ha. - ZNIEFF de type II - "Estuaire de la Vilaine et marais dépendants" - Identifiant national : 530014740. Superficie : 3944,56 ha.
En zone de montagne ?	☐	☑	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☑	☐	- Ambon - Damgan (léger débord du périmètre du secteur de Tréhervé au delà d'une projection de la limite communale)
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☑	☐	Dans le Parc Naturel du Golfe du Morbihan

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☑	☐	- Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement pour la 4ème échéance dans le Morbihan validé suite à la commission permanente du 24 janvier 2025.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Zone RAMSAR la plus proche : Golfe du Morbihan située à environ 5 à 15 km du projet en considérant la rivière de Pénerf
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	☑	☐	PPRi du Bassin versant du St Eloi
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☐	☐	Il a été approuvé le 14 juin 2010.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	Site du projet non pollué, mais commune concernée par 1 secteur d'information, des sites pollués ou d'anciens sites industriels : Ancienne décharge du Palud du Minlard (Clôturée)
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	Absence sur les communes concernées par le projet.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	Absence sur les communes concernées par le projet.
Dans un site inscrit ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☑	☐	- Site ZPS n°FR5310074 - Baie de Vilaine - Site ZSC n°FR5300034 - Estuaire de la Vilaine
D'un site classé ?	☐	☑	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☑	
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☐	☑	
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☐	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	- Les types d'embarcations et de pratiques ne requièrent pas de gros volumes d'eau douce (pas de réservoirs d'eau à bord des navires). - Des sanitaires sont présents tout au long de l'année sur le site de Tréhervé et en période estivale sur le site de Cromenach.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☑	☐	Les mouillages sont déjà existants. Il s'agit au travers de ce projet de minimiser les impacts sur les habitats. La réduction de l'emprise de la ZMEL vise à réduire son impact sur les banquettes à lanices (Tréhervé) et sur les vasières. La ZMEL se situe sur des fonds sableux / vaseux hors herbiers de zostères. Impact potentiel associé à l'enlèvement des corps morts inactifs.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☑	☐	Les mouillages sont déjà existants. Il s'agit au travers de ce projet de minimiser les impacts sur les habitats. La réduction de l'emprise de la ZMEL vise à réduire son impact sur les banquettes à lanices (Tréhervé) et sur les vasières. La ZMEL se situe sur des fonds sableux / vaseux hors herbiers de zostères. Impact potentiel associé à l'enlèvement des corps morts inactifs.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☑	☐	Pas de nouveaux mouillages envisagés => Espaces d'ores et déjà occupés par des mouillages. Pas de perturbations par rapport aux installations existantes. Il est prévu une réduction du DPM actuellement occupé par la ZMEL.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	Pas de risque sanitaire significatif / additionnel identifié.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	La ZMEL est déjà existante. Elle n'engendrera pas de déplacements additionnels par rapport à la situation existante. La demande porte sur un nombre de mouillages notablement réduit par comparaison avec la précédente autorisation. Les déplacements / trafics induits seront donc d'autant plus limités.
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	Il pourra y avoir des bruits de moteurs émanant des embarcations à moteurs. Ils seront toutefois ponctuels et localisés, non susceptibles de perturber les commodités de voisinage (mouillages déjà existants)
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	Pas d'évolution des trafics routiers et maritimes actuels attendue puisqu'il s'agit de mouillages déjà existants et réduction notable du nombre de mouillages demandés. Pas de nuisance supplémentaire.
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	Pas d'évolution des trafics routiers et maritimes actuels attendue puisqu'il s'agit de mouillages déjà existants et réduction notable du nombre de mouillages demandés. Pas de nuisance supplémentaire.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	La ZMEL est déjà existante et réduction notable du nombre de mouillages demandés. Elle n'engendrera pas de nuisances olfactives additionnelles.
	Engendre-t-il des vibrations ?	☐	☑	Pas de source de vibration identifiée dans le cadre du projet
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☑	☐	Potentiellement lors des navigations de nuit... néanmoins ce type de navigation est relativement rare en raison des conditions d'accès délicates de nuit en l'absence de signalisation maritime.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	La ZMEL n'engendra pas d'émissions lumineuses supplémentaires.
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☑	☐	Gaz d'échappement des embarcations à moteur : impact très limité en raison de la configuration des sites concernés, de la faible densité des embarcations et de leur usage sporadique. Dans le cadre des opérations de maintenance des mouillages : Présence d'un navire de service pour les opérations d'entretien. Le matériel sera toutefois conforme à un type homologué et limité à 1 ou 2 opérations par an.
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☐	☑	
	Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☑	☐	Des aires de carénage équipées de systèmes de traitement des eaux sont présents sur le secteur dont sur le port d'Arzal en amont sur la Vilaine. Les eaux de carénage des bateaux utilisant les mouillages y sont récupérées et traitées avant rejet dans le milieu naturel. La ZMEL n'engendra pas d'émissions d'effluents supplémentaires.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	Des équipements de collecte et de tri des déchets non dangereux existent sur plusieurs ports du secteur dont sur le port Arzal. La ZMEL n'engendrera pas de production de déchets supplémentaires.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☑	L'usage des sites de mouillage concernés au droit du projet restera portuaire. Il vise à répondre aux attentes sociétales en matière de qualité fonctionnelle.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Mesures d'évitement / réduction : réduction des emprises des 2 secteurs de mouillages => prise en compte des contraintes paysagères et de la présence observée de banquettes à Lanices (Cf. note complémentaire en annexe 9).

Les titulaires d'une AOT signeront le règlement d'exploitation qui comportera des éléments d'adaptation des comportements aux bonnes pratiques environnementales. Ce document a vocation à les informer sur les comportements adaptés pour respecter le milieu et la faune marines.

Une commission des mouillages sera organisée annuellement.

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Principales mesures prises en phase chantier lors des opérations de maintenance :
- Choix de techniques de moindre impact sur l'environnement,
- Respect du planning des travaux, des horaires fixées en dehors des WE, jours fériés et de la saison estivale,
- Calendrier des travaux évitant la saison de nidification. Les travaux relatifs à l'implantation d'un rack à annexes sur le site de Cromenach devront en particulier être terminés avant le printemps,
- Travaux d'enlèvement des corps morts inactifs privilégié en septembre / octobre,
- Maîtrise des implantations des bases vies, des aires de stockage, des circulations d'engins et des approvisionnements de matériels et matériaux,
- Gestion des déchets et produits dangereux;

En phase exploitation, les mesures prises ont été intégrées dès la conception du projet :
- Gestion des effluents des aires de carénage,
- Optimisation des espaces d'accès / de stationnement à terre pour les véhicules et les embarcations,
- Une charte Natura 2000 existe d'ores et déjà et pourrait être signée par l'AUMBK. Ainsi des informations de sensibilisation seront transmisses aux adhérents de la ZMEL par l'intermédiaire de l'AUMBK.
- Le futur règlement interne à la zone de mouillage pourra intégrer un point relatif au respect des cycles et à la tranquillité de l'avifaune du site.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet a fait l'objet d'une évaluation des incidences.
Les impacts potentiels sur la flore seront analysés de manière plus fine dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation de ZMEL sur la base des relevés réalisés en 2025 (aucun herbiers de zostères sur l'ensemble des 2 secteurs de mouillage).
Il est prévu une réduction de la superficie de Domaine Public Maritime (DPM) utilisée.
En raison de la continuité d'exploitation proposée, de la réduction de la superficie et en l'absence d'impact potentiel significatif mis en évidence au stade conception pour lequel aucune mesure n'aurait été définie, il apparait que le projet ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☑
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☐
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☑

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1	Annexe 8 – Tableau des secteurs de mouillage	☐
2	Annexe 9 – Note complémentaire	☐
3	Annexe 10 – Courriers	☐
4	Annexe 11 - Antériorité autorisation	☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☐

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☐

Nom PAUL

Prénom Noël

Qualité du signataire Maire de la commune d'Ambon

À Ambon

Fait le __/__/__

Signature du (des) demandeur(s)

ZMEL AMBON

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Informations nominatives

Annexe 3 – Plan de situation

Annexe 4 – Photographies

Annexe 5 – Plan de projet ZMEL

Annexe 7 – Zonages Natura 2000 & ZNIEFF

Annexe 8 – Tableau des secteurs de mouillage

Annexe 9 – Note complémentaire

Annexe 10 – Courriers

Annexe 11 – Antériorité autorisation

ZMEL AMBON

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 1 – Informations nominatives

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire

À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel	@				

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro	1	Extension		Nom de la voie	Rue pré-demoiselle
	MAIRIE D'AMBON				
Code postal	5 6 1 9 0	Localité	AMBON	Pays	FRANCE
Tél	33297411206		Fax		
Courriel	maire@ambon.fr				

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom	THOUMIN-DEBARQUE	Prénom	Estelle
Qualité	DGS de la commune d'Ambon		
Tél	33297411248	Fax	
Courriel	dgs@ambon.fr		

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

ZMEL AMBON

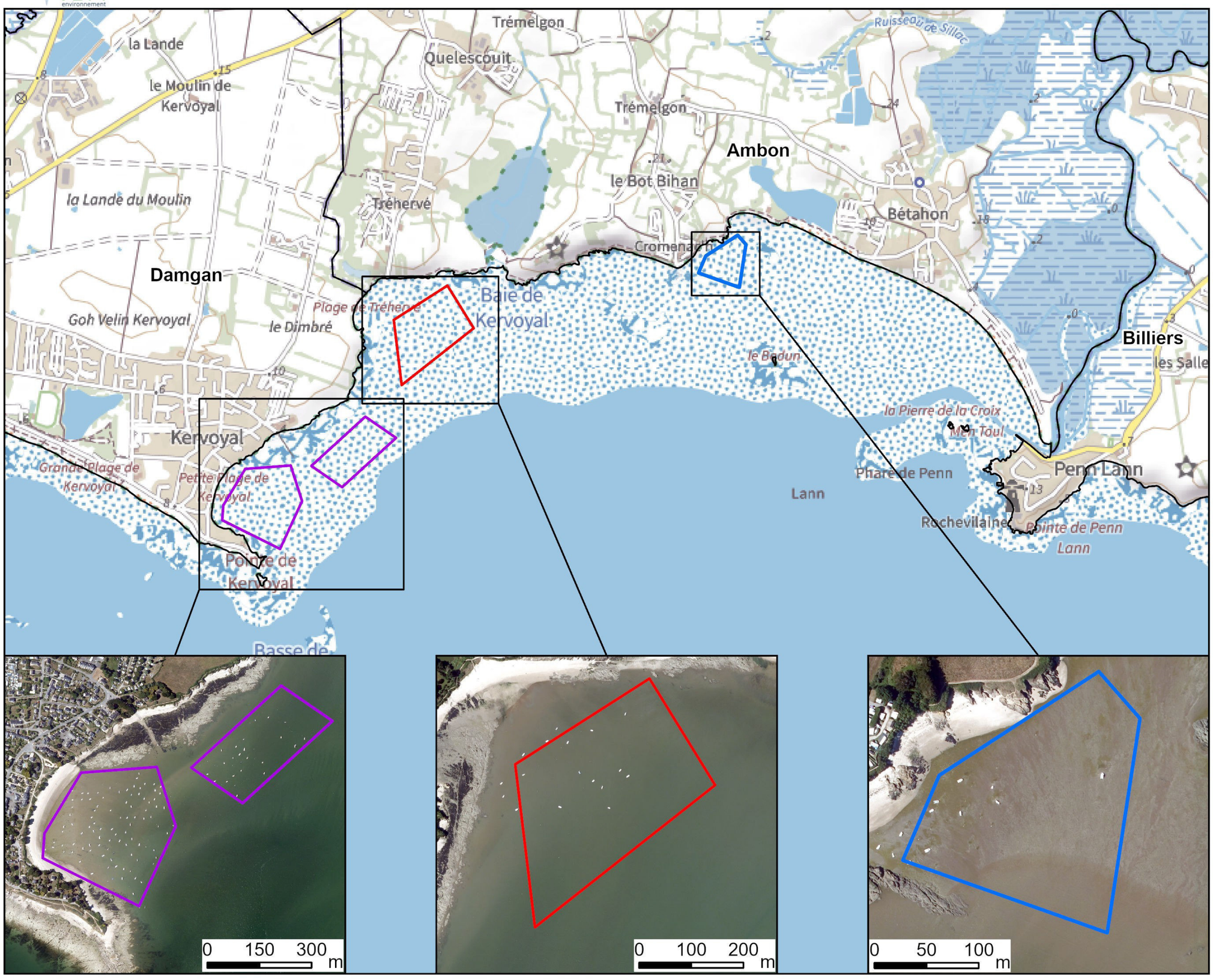
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

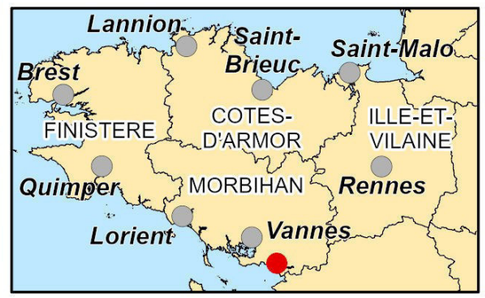
ANNEXES

Annexe 3 – Plan de situation

Plan de situation



- Limite communale
- ZMEL de Cromenach
- ZMEL de Tréhervé
- Zone de Kervoyal (hors projet ZMEL Ambon)



0 250 500 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN
Fond cartographique : Plan-IGN®, BD Ortho®IGN

Ambon_ZMEL_Cartes

ZMEL AMBON

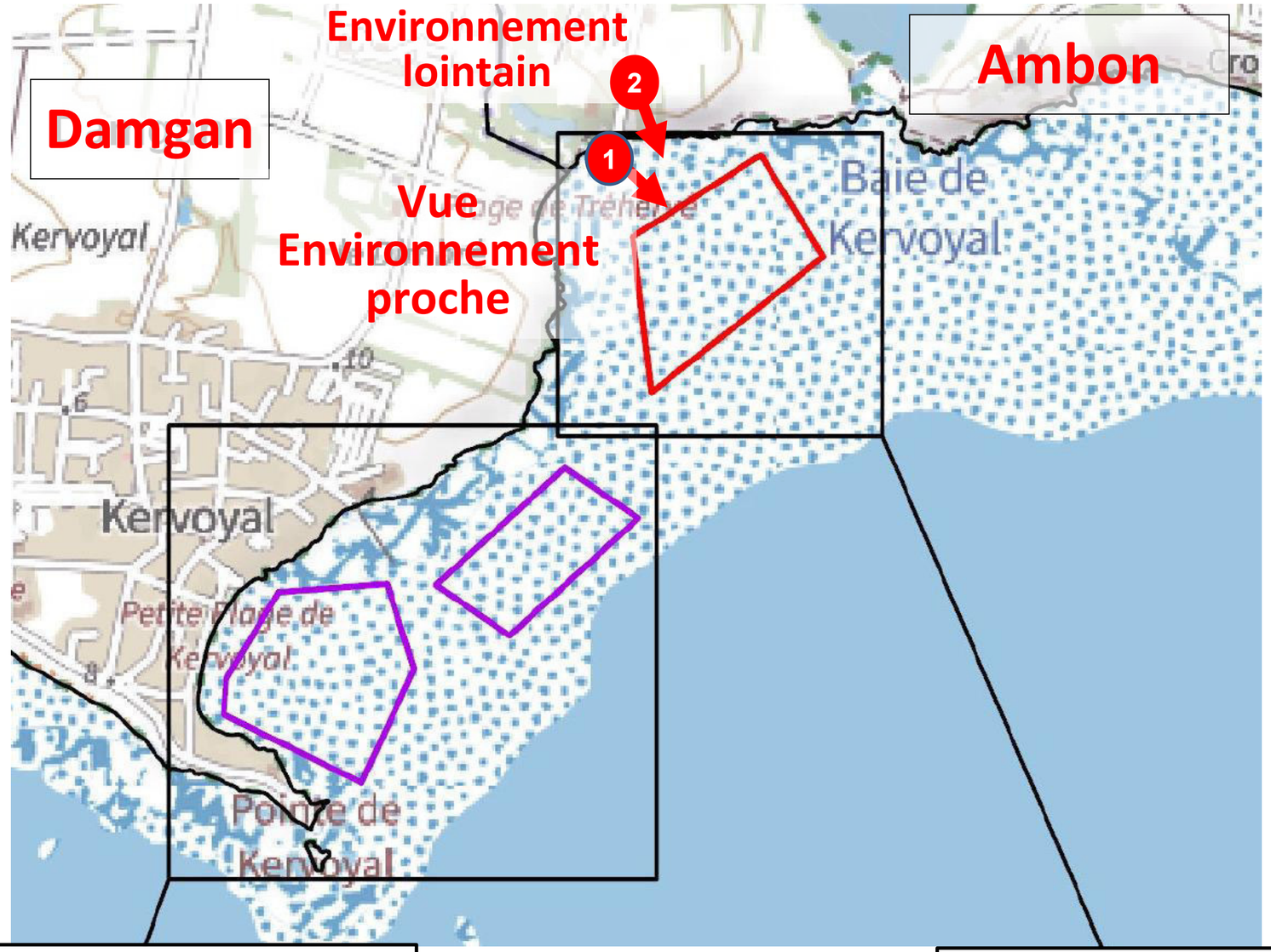
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 4 – Photographies

Ambon – ZMEL – Site de Tréhervé



Périmètre ZMEL Damgan
(hors projet)

Périmètre ZMEL Tréhervé

Localisation photos

Ambon – ZMEL – Site de Tréhervé

Photos

Vue Environnement proche

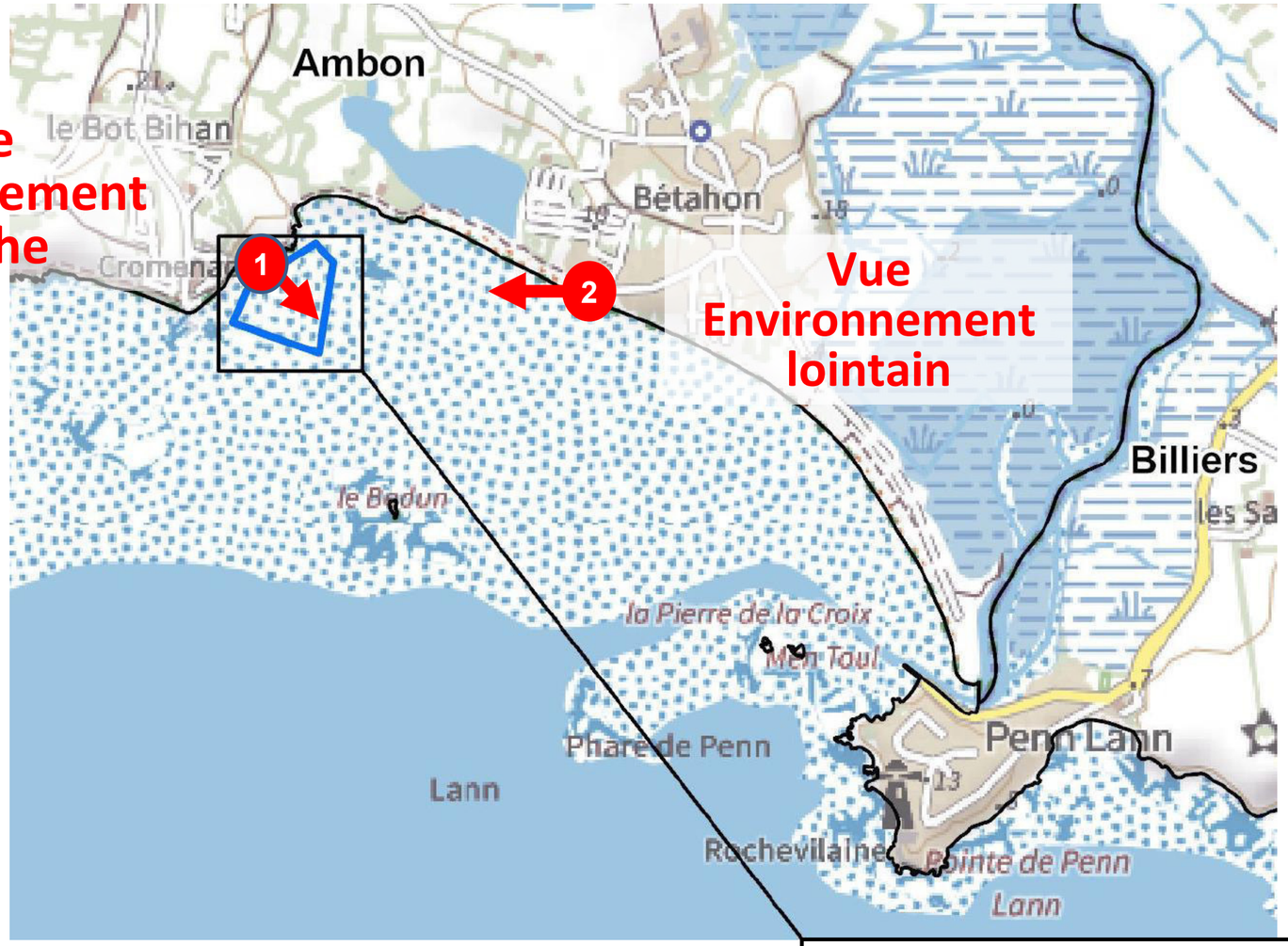


Vue Environnement lointain

depuis le parking de Tréhervé



Ambon – ZMEL – Site de Cromenach



Localisation photos

Ambon – ZMEL – Site de Cromenach

Photos

Vue Environnement proche



Vue Environnement lointain

Depuis la plage de Bétahon



ZMEL AMBON

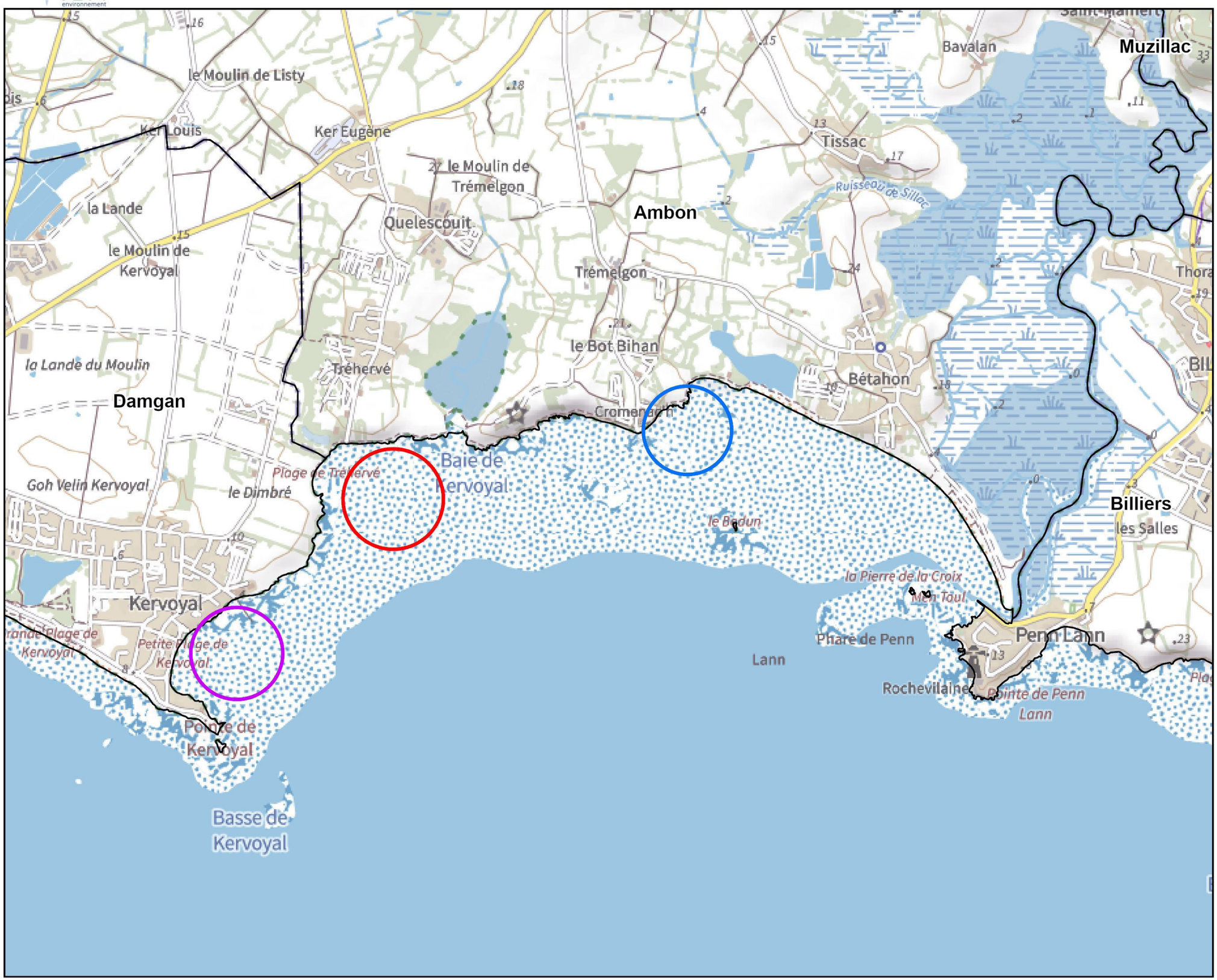
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

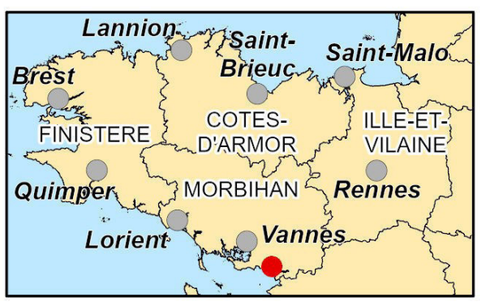
ANNEXES

Annexe 5 – Plan de projet ZMEL

Présentation des zones de mouillage



- Limite communale
- Zone de Cromenach
- Zone de Tréhervé
- Zone de Kervoyal (hors projet ZMEL Ambon)



0 250 500 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

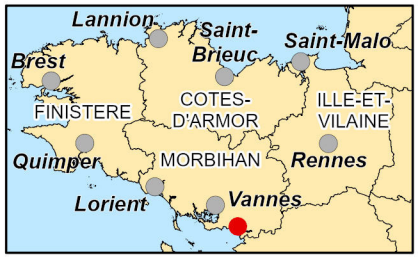
PROJET DE ZMEL – SECTEUR DE CROMENACH



Périmètre ZMEL existant
Périmètre ZMEL projet

Nota :

- Tous les mouillages situés en dehors du futur périmètre ZMEL seront relocalisés à l'intérieur.
- Dépôt des corps morts inactifs selon modalités précisées dans le dossier.



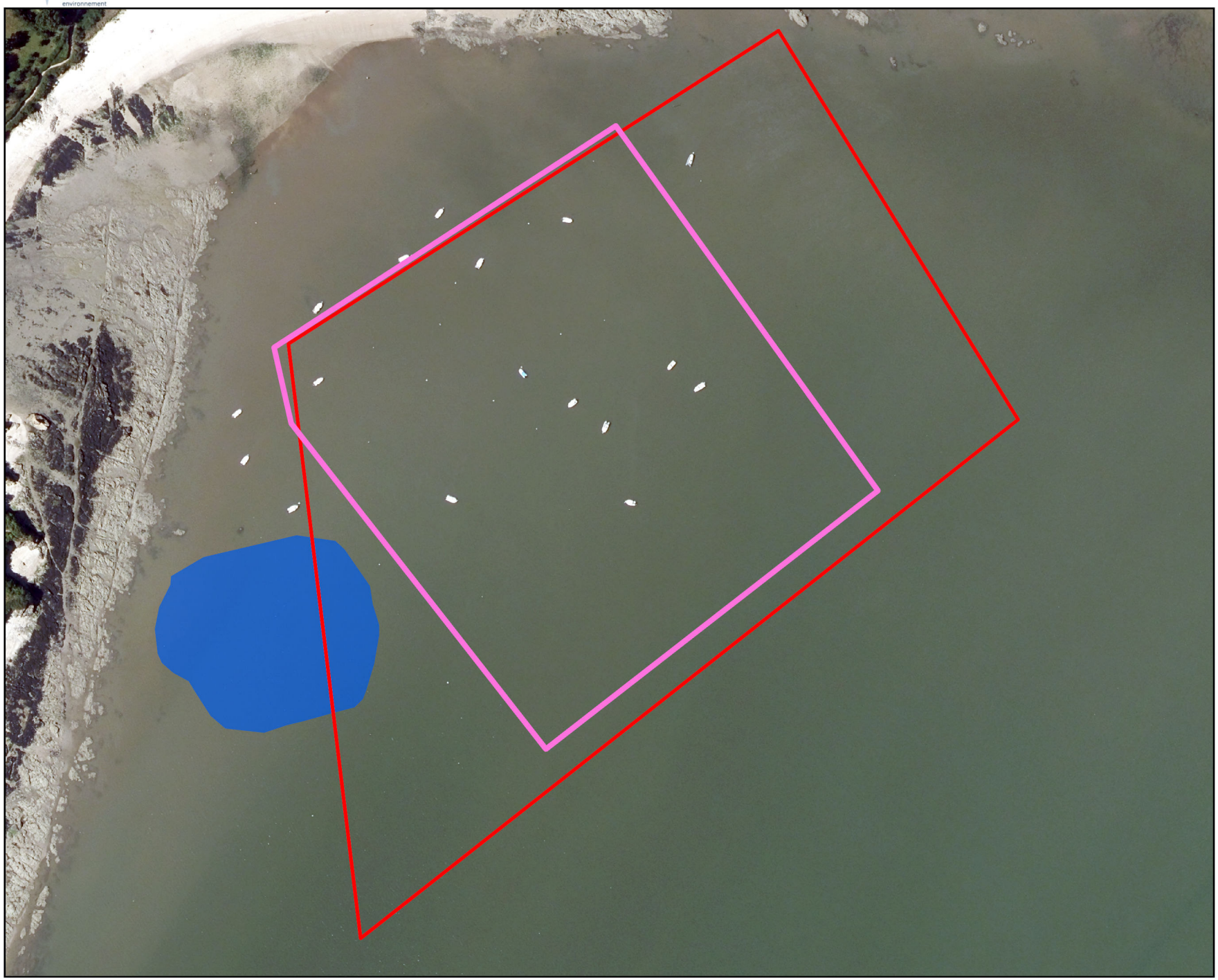
0 15 30 m

N

Carte réalisée par TBM, 2026
Sources : TBM, BD Topo®IGN
Fond cartographique : BDOrtho®IGN

Ambon_ZMEL_Prospection

PROJET DE ZMEL – SECTEUR DE TREHERVE



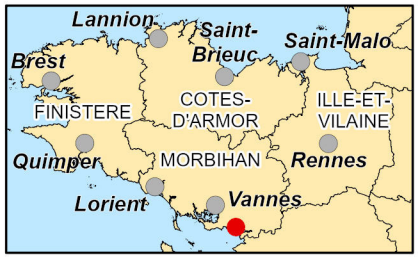
Périmètre ZMEL existant

Périmètre ZMEL projet

A5-4.5.1 Banquettes à *Lanice* sur sables médiolittoraux

Nota :

- Tous les mouillages situés en dehors du futur périmètre ZMEL seront relocalisés à l'intérieur.
- Dépôt des corps morts inactifs selon modalités précisées dans le dossier.



0 25 50 m

N

Carte réalisée par TBM, 2026
Sources : TBM, BD Topo®IGN
Fond cartographique : BdOrtho®IGN

Ambon_ZMEL_Prospection

ZMEL AMBON

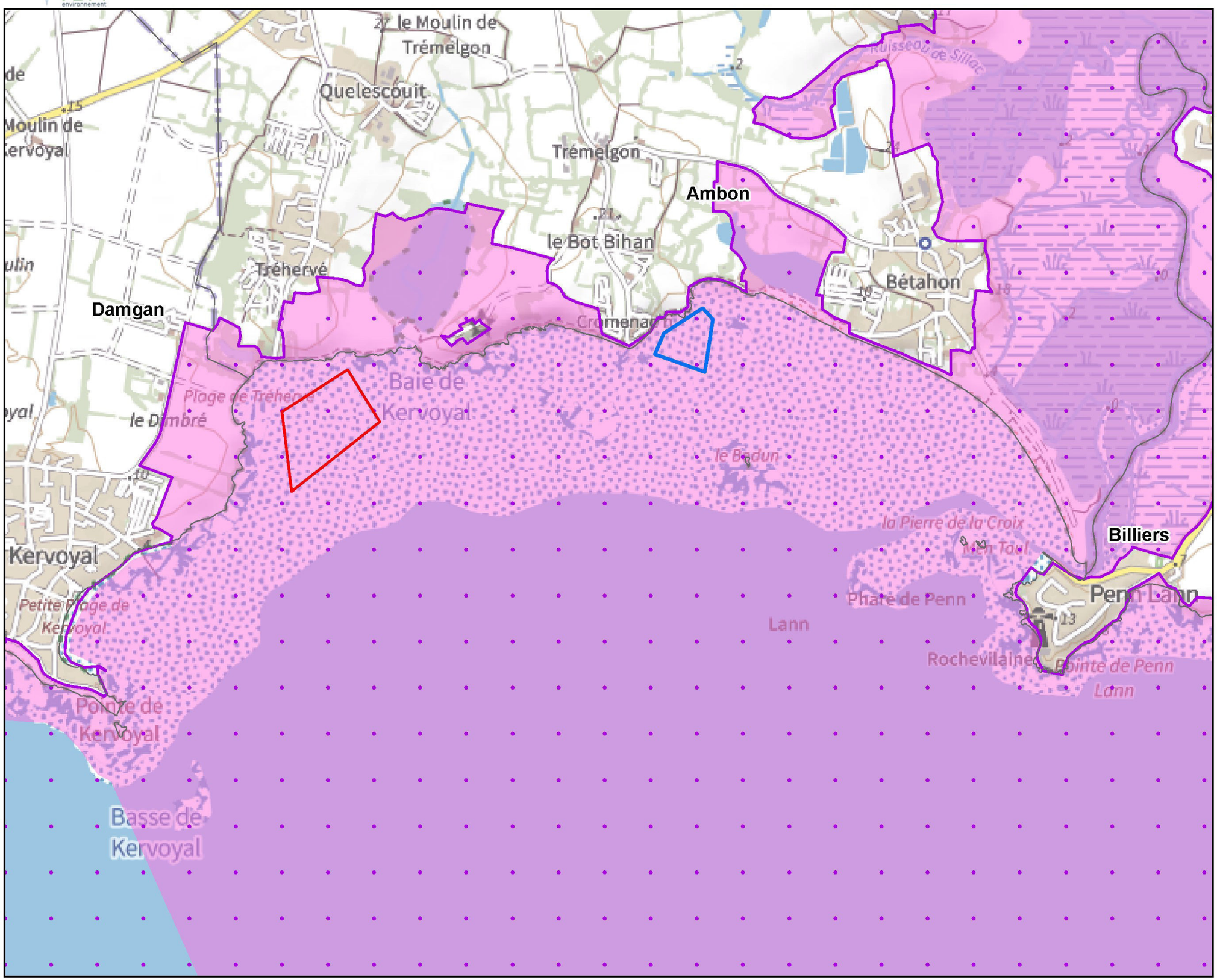
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 7 – Cartes de zonages Natura 2000, ZNIEFF et autres enjeux

Sites Natura 2000



- Limite communale
- ZMEL de Cromenach
- ZMEL de Tréhervé

Zone de Protection Spéciale Directive oiseaux

- FR5310074 : Baie de Vilaine

Zone Spéciale de Conservation Directive habitat

- FR5300034 : Estuaire de la Vilaine

0 200 400 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN, INPN
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)



Limite communale
ZMEL de Cromenach
ZMEL de Tréhervé
ZNIEFF de type I à terre
ZNIEFF de type II à terre

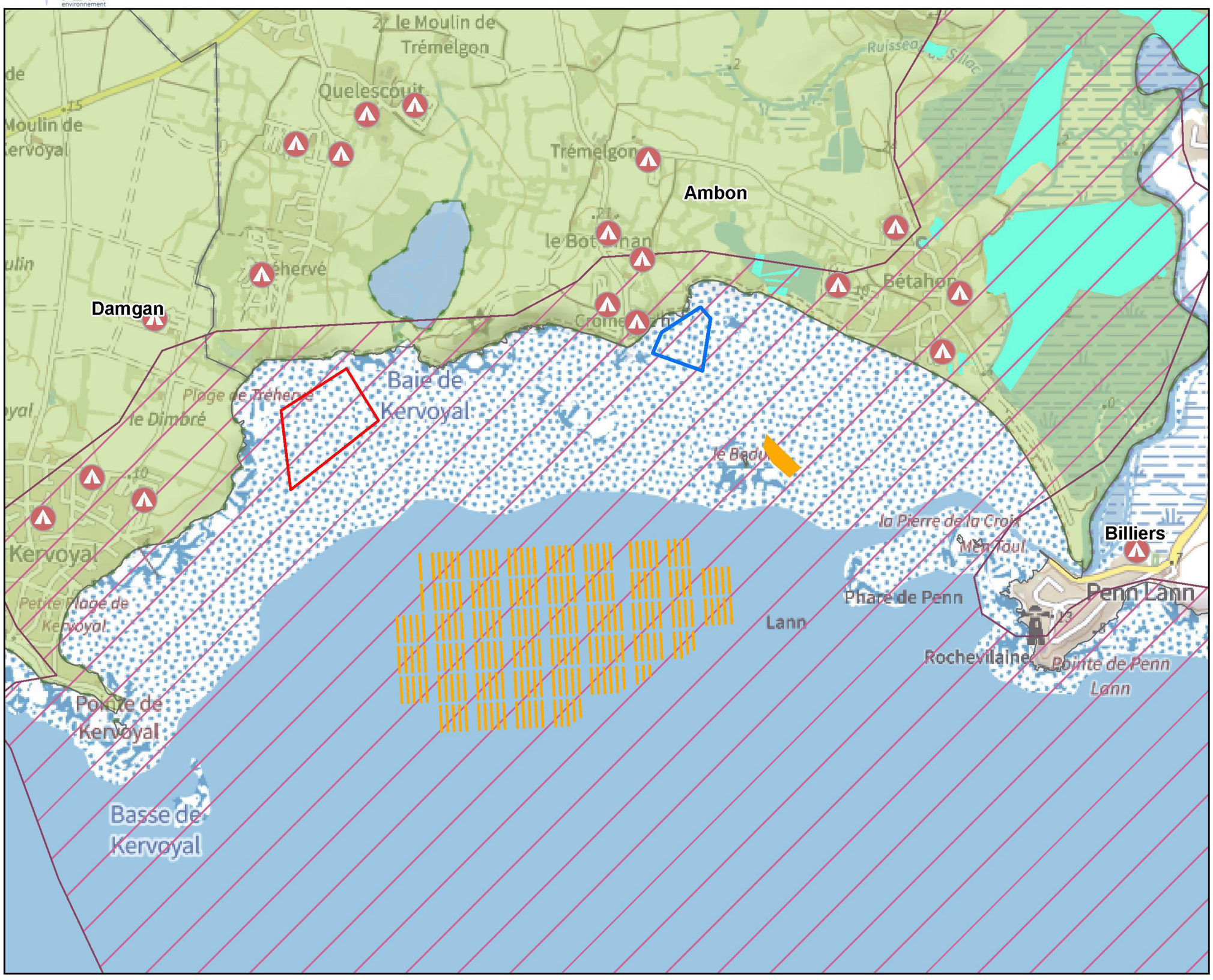
0 200 400 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN, INPN
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

Autres enjeux



- Limite communale
- ZMEL de Cromenach
- ZMEL de Tréhervé
- Parc Naturel Régional " Golfe du Morbihan"
- Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)
- Site du Conservatoire du Littoral
- Cadastre conchylicole
- Camping

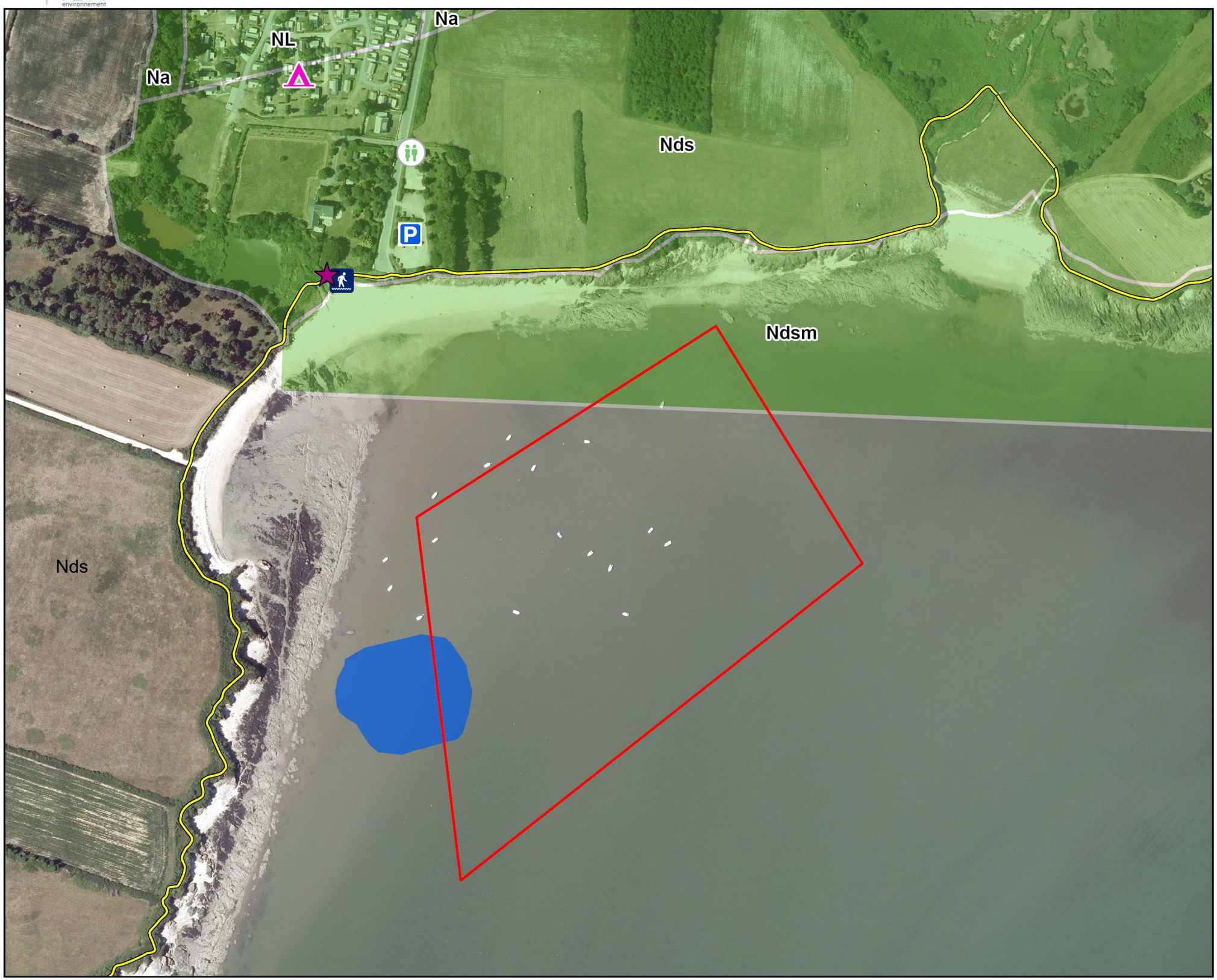
0 200 400 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN, INPN, DDTM56
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

Enjeux - Site de Tréhervé



ZMEL de Tréhervé

A5-4.5.1 Banquettes à *Lanice* sur sables médiolittoraux

Sentier littoral

Accès à la mer

Camping

Parking

Rack à annexes

Sanitaire

Zonage d'urbanisme

N Zones Naturelles

0 45 90 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN, DDTM56
Géoportail de l'urbanisme
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

Enjeux - Site de Cromenach



ZMEL de Cromenach
Sentier littoral
Accès à la mer
Camping
Parking

Zonage d'urbanisme

A Zones Agricoles
N Zones Naturelles

0 25 50 m

N

Carte réalisée par TBM, 2025
Sources : TBM, BD Topo®IGN, DDTM56
Géoportail de l'urbanisme
Fond cartographique : Plan-IGN®

Ambon_ZMEL_Cartes

ZMEL AMBON

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 8 – Tableau des secteurs de mouillages

Annexe 8

Tableau de capacités et superficies des secteurs de la zone de mouillage concernée par la demande de ZMEL Ambon

Secteurs	Nombre de mouillages		Superficies		Commentaires	Contraintes naturelles et paysagères			
						Zones naturelles N2000			Contraintes paysagères
	Capacité actuelle des mouillages individuels	Capacité de mouillages individuels demandée dans le cas par cas	Superficies actuelles en m²	Superficies futures en m²		ZPS	ZSC	ZNIEFF	Monument historique
Tréhervé	50	25	95 800	55 230	- Réduction périmètre ZMEL	FR5310074	FR5300034	FR530010395 FR530014740	
Cromenach	35	25	33 530	13 762	- Réduction périmètre ZMEL	FR5310074	FR5300034	FR530010395 FR530014740	

ZMEL AMBON

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 9 – Note complémentaire

ZMEL Ambon
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Annexe 9 – Note d'accompagnement



Rev2
06/01/2026

Table des matières

1 Contexte et objet du document 4
2 Sensibilité environnementale des sites 4
3 Usages 5
4 Principes d'optimisation des périmètres des secteurs 10
5 Optimisation sur le secteur de Tréhervé 11
6 Optimisation sur le secteur de Cromenach 12
6.1 Réduction du périmètre ZMEL 12
6.2 Création d'un rack à annexes 13
7 Analyse paysagère 14
7.1 Etat initial 14
7.2 Analyse de l'impact des différents scénarios 15
8 Mouillages visiteurs 15
9 Plans de mouillage optimisés 15
10 Retrait de mouillages inactifs 17
10.1 Cadre réglementaire 17
10.2 Modalités de retrait relatives au bénéfice environnemental recherché 17
10.3 Modalités techniques de retrait 18
10.4 Réutilisation de corps morts 18
11 Autorisation de la commune de Damgan 18
ANNEXE 1 BIBLIOGRAPHIE 1
ANNEXE 2 SITOGRAPHIE 3
ANNEXE 3 RAPPORT TBM ENVIRONNEMENT INVESTIGATIONS AVRIL 2025 5
ANNEXE 4 RAPPORT TBM ENVIRONNEMENT COMPLEMENTS INVESTIGATIONS JUIN 2025 6

Afin d'en faciliter la relecture, les parties modifiées dans cette révision 2 du document apparaissent en surligné jaune.

Liste des figures

Figure 1 : Localisation des 2 secteurs de mouillage 4
Figure 2 : Localisation des secteurs de mouillage et du parc conchylicole / mytilicole de la baie de Kervoyal 6
Figure 3 : Carte de localisation des campings à proximité des 2 sites 9
Figure 4 : Tracé du circuit Killig Ar Mor proposé par *Damgan- La Roche Bernard Tourisme* 9
Figure 5 : Secteur de mouillage de Cromenach – Stockage d'annexes en haut de plage 13
Figure 6 : Secteur de mouillage de Cromenach – Vue du cadastre 13
Figure 7 : Secteur de mouillage de Cromenach – Site potentiel d'implantation d'un rack à annexes . 14
Figure 8 : Vue du site de Tréhervé – Principe de réduction de l'emprise des navires au mouillage sur l'horizon 15
Figure 9 : Plans de mouillages optimisés des 2 secteurs 16
Figure 10 : Secteur de mouillage de Tréhervé – Limite communale 19

Glossaire

AMO : Assistant à Maître d'Ouvrage

AOT : Autorisation d'Occupation Temporaire

AUMBK : Association des Usagers des Mouillages de la Baie de Kervoyal

BMME : niveau des basses mers de mortes-eaux

BMVE : niveau des basses mers de vives-eaux

CG3P : Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

CNL : Commission Nautique Locale

CPM : Compagnie des Ports du Morbihan

DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DOCOB : Document d'objectif Natura 2000

DPM : Domaine Public Maritime

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

N2000 : Natura 2000

NGF : Nivellement général de France

NM : le niveau moyen de la mer

ODEM : Observatoire Départemental de l'Environnement du Morbihan

PBMA : niveau des plus basses mers astronomiques

PHMA : le niveau des plus hautes mers astronomiques

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PMVE : niveau des pleines mers de vives-eaux

PMME : niveau des pleines mers de mortes-eaux

RN : Route Nationale

SCoT : Schéma de COhérence Territorial

SEM ou SEML : Société d'Economie Mixte Locale

SHOM : Service Hydrographique et Océanographique de la Marine

SPL : Société Publique Locale

SPPL : Servitude de Passage des Piétons le long du Littoral

ZICO : Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique Faunistique et Floristique

ZMEL : Zone de Mouillages et d'Equipements Légers

ZNIEFF: Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zone Spéciale de Conservation

1 Contexte et objet du document

La commune d'AMBON est titulaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) pour deux sites distincts de mouillages sur les lieux-dits de **Tréhervé** et de **Cromenach**.

Les **2 zones de mouillages** concernées ont été autorisées par l'arrêté inter-préfectoral du **13/06/2012** valant autorisation d'occupation temporaire de ZMEL et les 2 avenants suivants :

- **avenant N°1** en date du 05/05/2020
- **avenant N°2** en date du 17/08/2021



Figure 1 : Localisation des 2 secteurs de mouillage

La commune d'Ambon a missionné un groupement constitué de **Jildaz GALLEN - DONVOR** (Cadres en Mission Bretagne) et de **TBM environnement** afin d'assurer la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour réaliser un dossier de renouvellement d'autorisation afin qu'elle puisse maintenir une ou deux zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) sur le domaine public maritime naturel de son périmètre communal.

Le présent document constitue la note complémentaire au dossier cas par cas. Il présente la démarche mise en œuvre afin d'éviter et réduire les impacts associés au projet de ZMEL incluant notamment l'évitement des zones à enjeux.

2 Sensibilité environnementale des sites

La cartographie des habitats menée sur les sites de Cromenach et de Tréhervé n'a pas révélé la présence d'herbiers de zostères (Cf. annexes 3 et 4 de la présente note).

En revanche, ces deux sites abritent une **vasière intertidale** et le site de Tréhervé comporte des banquettes à lanices à son extrémité ouest qui sont des habitats à enjeux.

Les vasières médiolittorales présentent une richesse écologique et sont à ce titre protégées par la **convention OSPAR**. La forte productivité de ces vasières (microalgues, annélides, mollusques, crustacés…) est à l'origine de leur fonction de nourricerie pour les poissons (dont poissons plats) et les oiseaux.

3 Usages

En mer

Les usages suivants peuvent être observés et doivent être pris en compte dans le cadre du projet de ZMEL :

- **Baignade / longe-côte :**
  - **Description de la pratique :**
    - La baignade est pratiquée sur les 2 secteurs de mouillage concernés. Elle se pratique exclusivement à marée haute et est interdite à l'intérieur du périmètre de la ZMEL et du chenal d'accès.



    - Les 2 sites concernés ne disposent pas de zones de baignade officiellement autorisées / identifiées au niveau de la DDTM.
    - L'étude des profils de baignade est en cours de réalisation sur la commune d'Ambon (enjeux liés à la météo sur Cromenach en particulier au droit d'un poste de refoulement…).
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :**
    - Potentiel conflit d'usage / de sécurité sur la zone d'accès des annexes au droit des plages et au niveau des zones de baignade. Les zones de baignade sont très fréquentées l'été. La proximité avec les zones de mouillage ne doit pas altérer la tranquillité et la sécurité des baigneurs => bien considérer la place des baigneurs sur les sites concernés. Ils peuvent être nombreux en rapport avec un nombre de plaisanciers en diminution.
    - Enjeu de qualité de l'eau.
  - **Plusieurs règles sont établies par l'association AUMBK telles que :**
    - La vitesse maximale des navires dans la limite des zones de mouillages est fixée à 5 nœuds.
    - Sauf cas de force majeure, les embarcations ne pourront naviguer à l'intérieur des zones que pour entrer ou sortir.
  - **<u>Mesures de cohabitation proposées dans le cadre du projet de ZMEL</u> :**
    - Remise en place et maintien en état des bouées de chenal sur le secteur de Cromenach ;
    - Respect du périmètre ZMEL afin de préserver la pratique de la baignade ;
    - Signalétique rappelant l'interdiction de se baigner dans ces chenaux et dans le périmètre ZMEL.
- **Cultures marines :**
  - **Description de la pratique :** La mytiliculture représente une part importante de l'économie locale.
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :**
    - Enjeu de qualité de l'eau et de dégradation des installations conchylicoles par les plaisanciers. Les concessions conchylicoles sont suffisamment éloignées des zones de mouillage pour ne pas subir de pollutions ou de destruction.
    - Pour le Syndicat conchylicole de Pénestin, représentant la majorité des mytiliculteurs exploitant les concessions les plus proches, contacté courant juin 2025, la cohabitation entre plaisanciers et activités mytilicoles ne pose pas de difficulté.
  - **<u>Mesures proposées dans le cadre du projet de ZMEL</u> :**
    - Transmission d'une note d'information aux plaisanciers sur la présence de ces zones et les risques qu'elles peuvent subir.

- Intégration éventuelle de mesures de précautions dans le règlement de police de la ZMEL ou mise en place et signature d'une charte de bonne conduite sur l'environnement et le respect des autres usages sur le secteur…

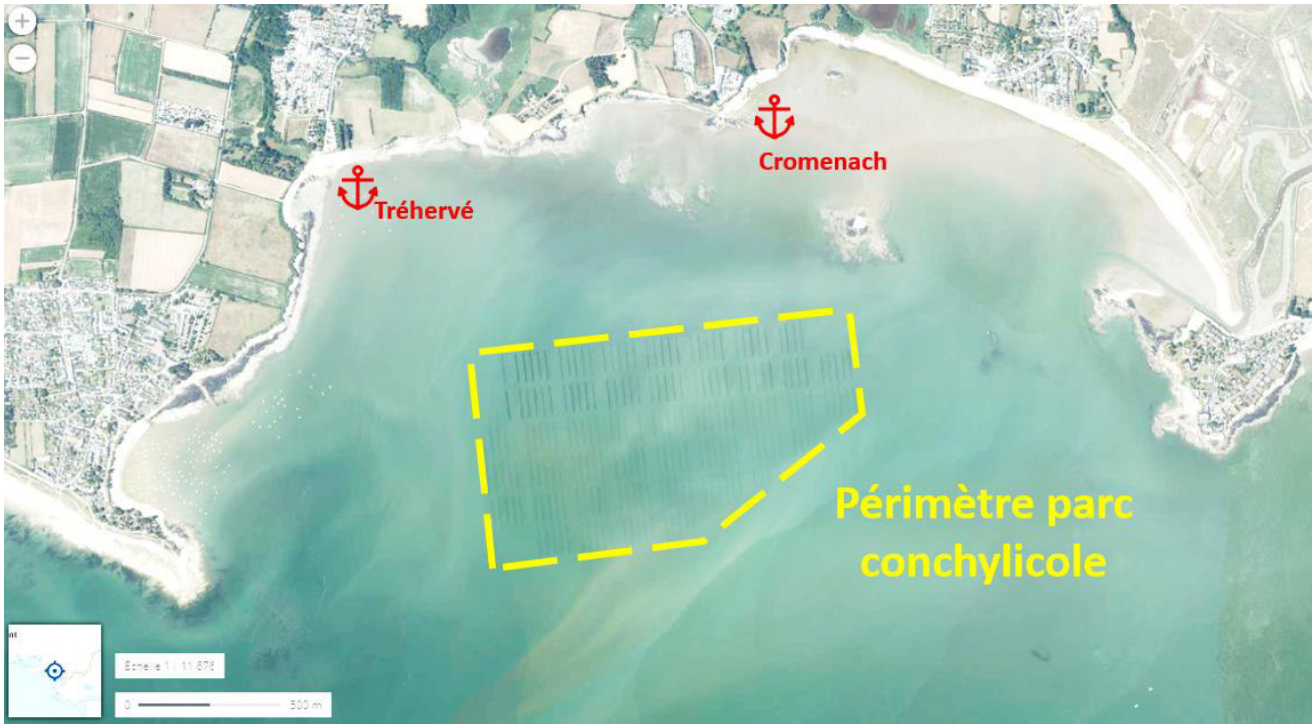


Figure 2 : Localisation des secteurs de mouillage et du parc conchylicole / mytilicole de la baie de Kervoyal

- **Navigation de plaisance :**
  - **Description de la pratique :** Certains navires peuvent être mis à l'eau sur les 2 sites (peu pratique et peu fréquent sur Tréhervé). Le chenal d'accès à la mer doit être préservé pour ces usages ponctuels et pour la mise à l'eau des annexes.
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** potentiel conflit d'usage sur la zone d'accès des annexes au droit des plages.
  - **<u>Mesures proposées dans le cadre du projet de ZMEL</u> :**
    - Délimitation et entretien des bouées des chenaux d'accès aux périmètres ZMEL sur les 2 sites ;
    - Signalétique rappelant l'interdiction de se baigner dans ces chenaux et dans le périmètre ZMEL ;
    - Identification et préservation du cheminement d'accès terrestre des plaisanciers accédant à la ZMEL avec leurs annexes => usage éventuel d'un tapis de roulement favorisant cette identification en période estivale ;
    - Eventuelle différenciation entre les cheminements des plagistes et des plaisanciers accédant à la ZMEL avec leurs annexes.

- **Nautisme léger :**
  - **Description de la pratique :** De multiples pratiques nautiques peuvent être envisagées sur les 2 secteurs de mouillage : kayak, stand-up paddle, kitesurf, wingfoil, planche à voile, dériveurs légers… => peu de pratiquants néanmoins par rapport à d'autres sites plus attractifs comme Kervoyal, Damgan…

- **A noter :** location de paddles et canoës / kayaks expérimentée en 2025 sur le site de Trehervé (**projet Vaguelette**). L'implantation se situe au droit du domaine communal sur le parking. Fréquentation restant limitée par rapport aux autres usages du site.



- **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** pas d'enjeu particulier en raison du faible taux de fréquentation du site. ~~Opportunité éventuelle de réduction du périmètre ZMEL au niveau de la plage afin de libérer plus de place aux pratiquants de ces activités.~~

- **Pêche en mer avec embarcation :**
  - **Description de la pratique :** Une part conséquente des usagers de la ZMEL est susceptible de pratiquer la pêche en mer.
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** Potentiel rôle de l'AUMBK dans l'information auprès des pêcheurs sur une pratique éco-responsable et durable (fragilité des lieux de pêche, cohabitation avec les activités conchylicoles, modalités de mouillage sur les sites de pêche, espèces pêchées, taille, quota, périodes, modes de pêche).

- **Pêche à pied :**
  - **Description de la pratique :**
    - Le ramassage, la pêche et la consommation de coquillages à Ambon sont autorisés, mais avec des précautions à respecter au niveau du calibre de certains coquillages et du poids maximum autorisé par personne et par marée.
    - La pêche à pied se pratique sur les 2 sites concernés en dehors des zones où la vase est peu portante. L'activité est cependant moins présente sur Cromenach. Les pêcheurs à pied sont plus présents sur Kervoyal.
    - Pêches pratiquées : coques, palourdes, moules, huîtres, crevettes…
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :**
    - Risques de pollution associés à l'activité plaisance => Mesures de protection / de vigilance à l'occasion des éventuels transferts et plein de carburant des moteurs des embarcations de plaisance. Risque très limité de pollution lié aux eaux grises et noires en raison de la taille réduite des navires et usages associés.
    - Potentiel conflit d'usage au droit de la ZMEL => risque limité en raison d'un périmètre réduit à l'échelle de la baie de Kervoyal.

A terre

Les usages suivants peuvent être observés et devront être pris en compte dans le cadre du projet de ZMEL :

- **Stationnement véhicules / parking :**
  - **Description de la pratique :** stationnement de l'ensemble des usagers du site.
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** potentiels conflits d'usage en cas de saturation de la capacité en stationnement sur les 2 sites.
  - **<u>Mesures proposées dans le cadre du projet de ZMEL</u> :**
    - Améliorer / sécuriser les conditions de stationnement des annexes de manière à limiter les besoins / usages d'acheminement par véhicule.
    - Améliorer / sécuriser les conditions de stationnement des vélos (**pince roues à éviter**).
    - Eventuelle régulation du stationnement afin de garantir un maintien de conditions d'accès sécurisées à la mer via les rampes et l'utilisation des places de stationnement (places dépose minute ou 20 minutes maxi pour le déchargement / chargement du matériel…).



- **Sanitaires :**
  - **Description de la pratique :** sanitaires fixes sur Tréhervé et bloc sanitaire mobile en période estivale sur Cromenach
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** Enjeu hors période estivale sur Cromenach. Impact potentiel limité en raison d'un nombre limité d'usagers.

- **Agriculture :**
  - **Description de la pratique :** Activités agricoles à proximité des sites
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :** conflits d'usage très limités. Enjeu potentiel de pression cumulée sur le milieu naturel qui reste limité sur les 2 sites en raison d'une faible capacité de nombre de mouillages et d'une taille réduite de navires (absence de sanitaires / toilettes à bord des navires).

- **Tourisme :**
  - **Description de la pratique :**
    - La présence de lieux remarquables à Ambon profite au tourisme estival.
    - Les plages de Tréhervé, Cromenac'h et Bétahon offrent des possibilités de promenade et sont très fréquentées.
    - L'église Saint-Cyr-Sainte-Julitte et la chapelle notre dame de bon secours sont des hauts lieux du tourisme.
    - Présence de plusieurs campings à proximité des sites de mouillage.
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :**
    - Contribution de la ZMEL à l'attractivité économique du territoire et de ces campings en particulier.

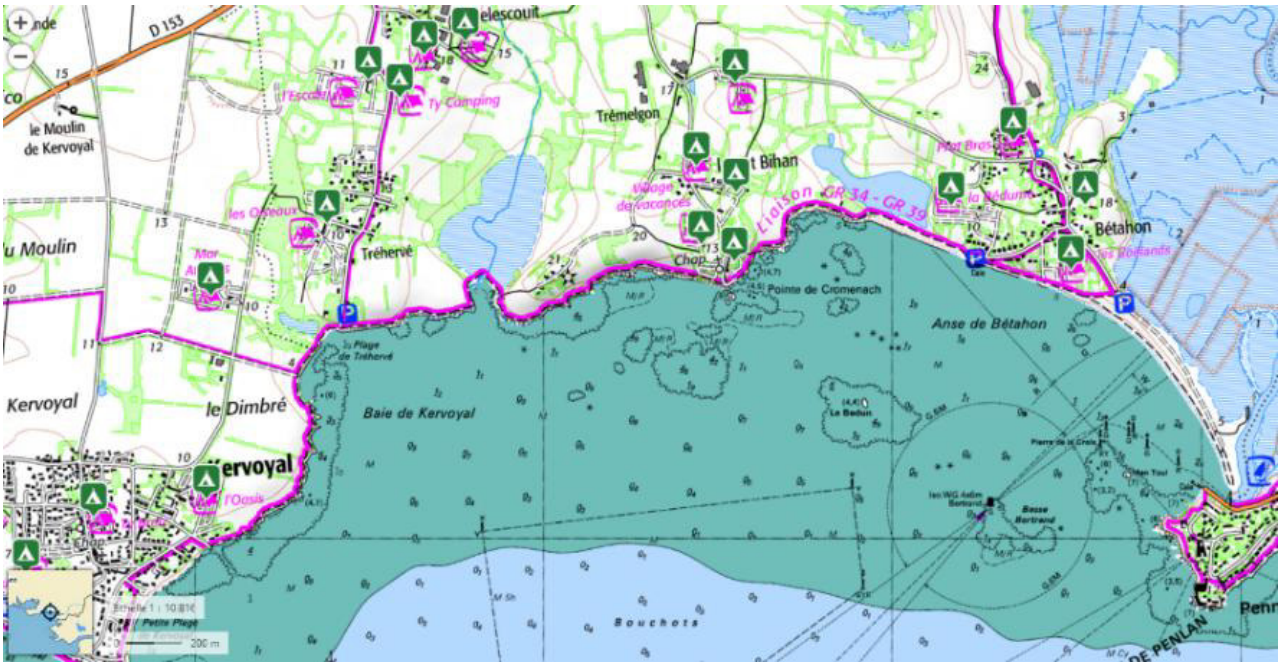


Figure 3 : Carte de localisation des campings à proximité des 2 sites
(source : **https://www.geoportail.gouv.fr/)**

- **Activités sportives et de loisir sur les sentiers littoraux :**
  - **Description de la pratique :** randonnée, course à pied… GR34, circuit Killig Ar Mor…
  - **Enjeux associés / à prendre en compte dans la suite de l'étude :**
    - Prise en compte de la servitude passage piétons littoral (EL9).
    - Rétablissement de la continuité du sentier littoral sur le site de Tréhervé (projet de passerelle).
    - Limitation des conflits d'usage avec les autres usagers du site provenant de ces campings (baignade…) et gestion des besoins en stationnement de véhicule => Cf. point ci-dessus sur le sujet stationnement.

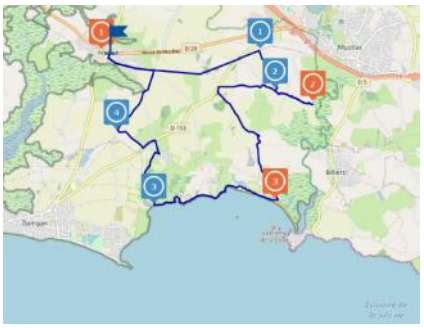


Figure 4 : Tracé du circuit Killig Ar Mor proposé par *Damgan- La Roche Bernard Tourisme*
Source : **https://www.cirkwi.com/fr/circuit/19542-ambon-circuit-killig-ar-mor-officiel**

4 Principes d’optimisation des périmètres des secteurs

Le projet de ZMEL intègre **une optimisation des périmètres des 2 secteurs de mouillages existants.** Il vise à ajuster le zonage pour prendre en compte la sécurité des biens et des personnes et intégrer les **enjeux environnementaux.**

La diminution des secteurs a été élaborée avec l'aide des services de l'Etat en prenant en compte :

- les statuts de protection des espaces naturels (Natura 2000, ZNIEFF...),
- les habitats protégés (vérification de l’absence d’herbiers de zostères),
- les activités économiques,
- les documents d'urbanisme,
- les conditions d'accès terrestres et maritimes,
- les modalités de stockage des annexes,
- la gestion des déchets.

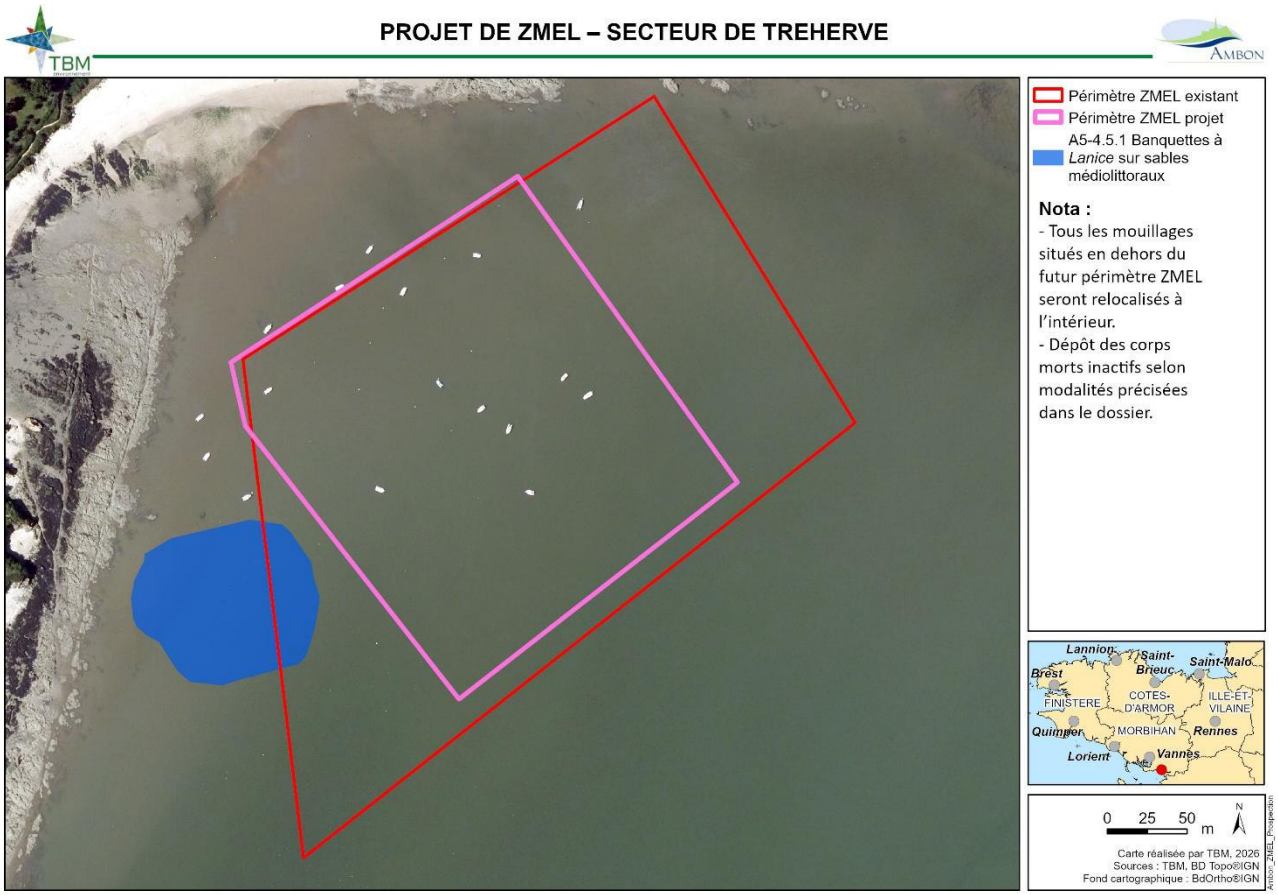
Le nombre de mouillages autorisés passerait de 85 à 50 mouillages pour les 2 secteurs (25 mouillages par secteur).

Le projet s'intègre au paysage littoral et maritime de la ZMEL.

5 Optimisation sur le secteur de Tréhervé

Le projet de ZMEL intègre une **optimisation du secteur de Tréhervé sur ces points** :

- **Relocalisation de 7 mouillages actifs qui sont en dehors du futur périmètre ZMEL.** Les mouillages seront réimplantés à l'intérieur du futur périmètre ZMEL. Les frais de déplacement des corps morts seront pris en charge par la commune d'Ambon, excepté pour les mouillages se situant en dehors du périmètre ZMEL existant ;
- **Réduction de l'emprise ZMEL au droit de la zone où ont été observées des banquettes à Lanices** avec prise en compte d'une certaine marge devant couvrir une potentielle extension de ces banquettes au cours des prochaines années ;
- **Réduction des limites ouest et est afin de réduire l'impact paysager des navires sur l'horizon et diminuer l'emprise de la zone de mouillage sur les vasières ;**
- **Révision du périmètre du secteur de mouillage** afin de de réduire son impact => rapprochement du rivage de la limite côté large ;
- **Enlèvement des corps morts inactifs selon les modalités de l'article 10.**



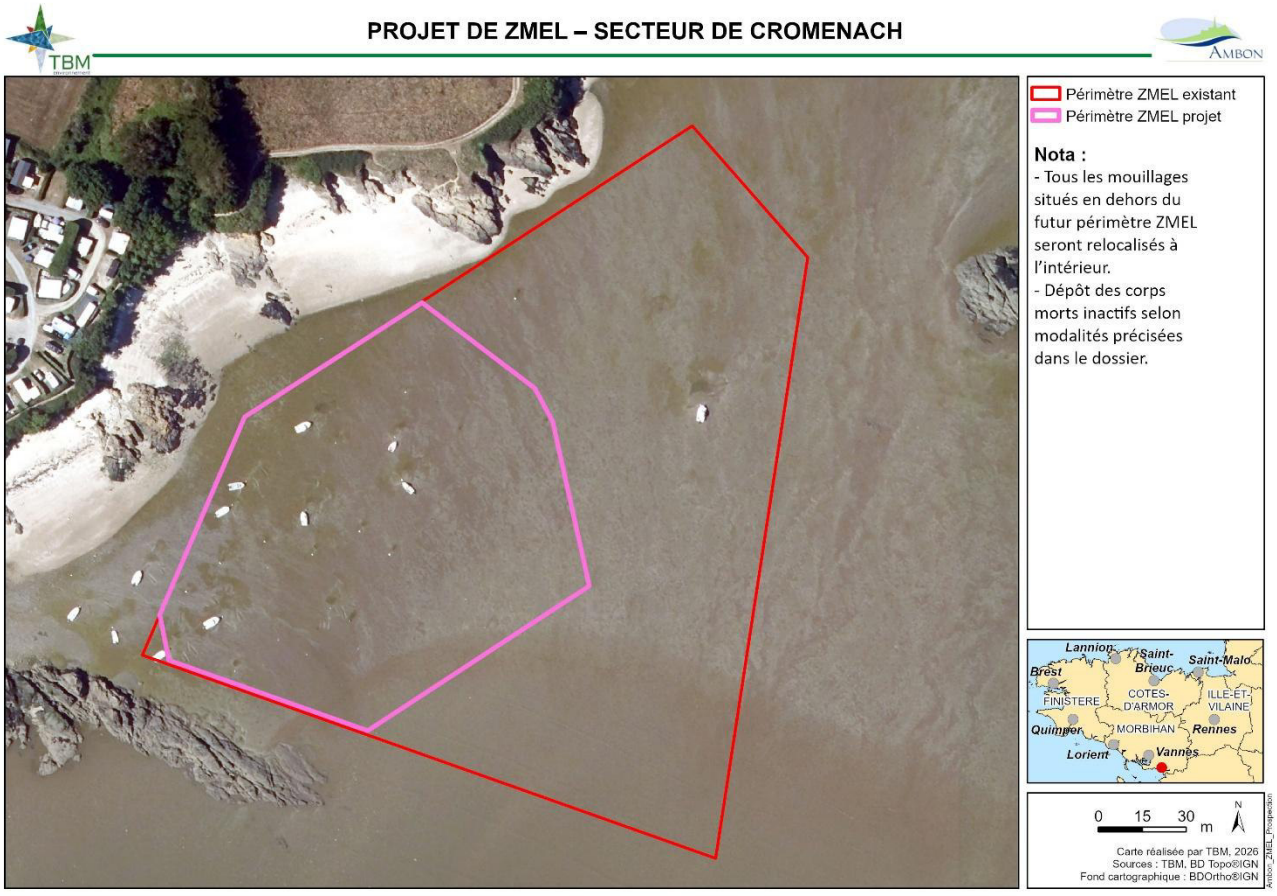
Carte Projet de ZMEL – Secteur de Tréhervé

6 Optimisation sur le secteur de Cromenach

6.1 Réduction du périmètre ZMEL

Le projet de ZMEL intègre une **optimisation du secteur de Cromenach sur ces points** :

- **Relocalisation de 4 mouillages actifs** dont 2 sont actuellement en dehors du périmètre ZMEL existant et seront à déplacer par les usagers concernés. Les frais de déplacement des 2 autres mouillages qui se situent dans le périmètre actuellement autorisé seront pris en charge par la mairie d'Ambon ;
- **Révision du périmètre du secteur de mouillage** afin de **favoriser la pratique de la baignade** (léger décalage vers le large de la limite nord du périmètre de la ZMEL) **et diminuer l'emprise de la zone de mouillage sur les vasières ;**
- **Réduction des limites ouest et est afin de réduire l'impact paysager des navires sur l'horizon et diminuer l'emprise de la zone de mouillage sur les vasières ;**
- **Révision du périmètre du secteur de mouillage** afin de de réduire son impact => rapprochement du rivage de la limite côté large ;
- **Enlèvement des corps morts inactifs selon les modalités de l'article 10.**



Carte Projet de ZMEL – Secteur de Cromenach

6.2 Création d'un rack à annexes

Constat existant

Le site n'est pas équipé de racks à annexes.

Les annexes sont stockées en haut de plage au droit d'un talus en enrochements. Ces dispositions ne sont pas satisfaisantes, en raison notamment de l'impact sur la végétation de haut de plage et en raison de l'impact paysager des embarcations stockées de manière anarchiques.



Figure 5 : Secteur de mouillage de Cromenach – Stockage d'annexes en haut de plage

Piste d'amélioration

Il paraît opportun d'implanter un rack à annexes à mi-pente de la rampe d'accès à la plage.

Selon le cadastre disponible sur le site Géoportail, le foncier concerné est du Domaine Public Maritime (DPM).



Figure 6 : Secteur de mouillage de Cromenach – Vue du cadastre
(Source : Géoportail)

Le type de végétation observé sur site ne présente pas de sensibilité particulière (noisetier, ronces…).

La mise en œuvre de racks nécessitera probablement un travail de terrassement afin d'obtenir une planéité du sol porteur. Il conviendra de s'assurer du choix de type de rack avec l'AUMBK (plusieurs avis négatifs sur le type de rack mis en place sur Tréhervé).

Il conviendra également de s'assurer que les travaux de défrichement/déboisement, s'ils ont lieu, soient réalisés en dehors de périodes sensibles (nidification des oiseaux principalement donc printemps et début d'été à proscrire).



Figure 7 : Secteur de mouillage de Cromenach – Site potentiel d'implantation d'un rack à annexes

Mr MAGRE, gérant du camping situé à proximité, est favorable à cet aménagement.

7 Analyse paysagère

7.1 Etat initial

Les paysages de la commune marient harmonieusement les zones humides, les rivières, les anciennes salines et les étendues verdoyantes avec les roches granitiques et les terres schisteuses.

Nota sur la perception des bateaux au mouillage dans les paysages morbihannais

D'après l'Atlas des paysages du Morbihan, le littoral de la commune d'Ambon se situe dans l'unité de paysages de l'Armor morbihannais. Cet atlas met en avant le rôle que jouent les bateaux au mouillage dans plusieurs sites du Morbihan, devenant éléments paysagers.

Les sites de mouillage font intrinsèquement partie du paysage de la baie de Kervoyal. Ils contribuent à son identité. Ces paysages sont typiques des estuaires et des abers bretons à l'intérieur desquels les bateaux ont toujours trouvé refuge. Ainsi, la ZMEL concernée est un élément paysager à part entière.

Sites protégés

A Ambon, un édifice est classé monument historique ; il s'agit de l'église Saint-Cyr-Sainte-Julitte ; mais ce bâtiment se situe à plus de 500 mètres de la zone de mouillage donc aucun accord n'est requis.

Aucune ZPPAUP n'est recensée à Ambon.

Aucun site inscrit ou classé à proximité du projet de ZMEL.

7.2 Analyse de l'impact des différents scénarios

Dans le cadre d'une ZMEL existante, l'attention sera portée sur le bénéfice d'une réduction de périmètre voire de suppression d'un site qui permettrait de lui reconférer sa dimension naturelle.

Des réductions de périmètre sont proposées à l'article précédent en ce sens, en particulier celles qui permettent de réduire l'emprise des secteurs de mouillage sur l'horizon (rapprochement des limites ouest et est des périmètres).



Figure 8 : Vue du site de Tréhervé – Principe de réduction de l'emprise des navires au mouillage sur l'horizon

Nota : Le projet d'autorisation devra faire l'objet d'un **avis préalable à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.**

8 Mouillages visiteurs

Un mouillage visiteur sera mis en place sur chaque site avec une couleur de bouée particulière et l'indication « visiteur ». La bouée sera fixée par un corps mort d'une tonne.

Ces mouillages seront préférentiellement implantés côté large pour plus de visibilité et une profondeur d'eau plus importante.

9 Plans de mouillage optimisés

Les plans de mouillage optimisés représentent une vision à long terme de l'occupation de chacun des 2 sites. Ils ont fait l'objet de plusieurs échanges entre les parties prenantes du projet.

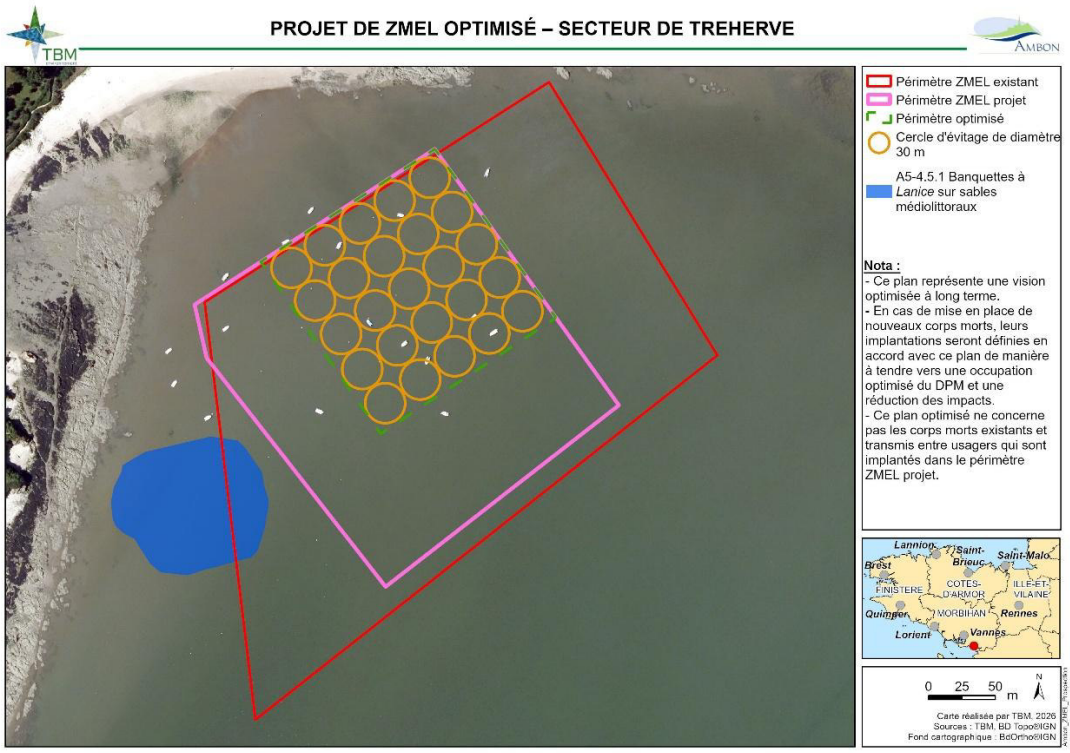
Il s'agit de tendre vers cette organisation à long terme et non d'une obligation de réorganisation à court terme.

En cas de mise en place de nouveaux corps morts, leurs implantations seront définies en accord avec ce plan de manière à tendre vers une occupation optimisé du DPM et une réduction des impacts.

Ces plans optimisés ne concernent pas les corps morts existants et transmis entre usagers qui sont implantés dans le périmètre ZMEL projet.

Nota : le diamètre des cercles d'évitage est ajusté en fonction :

- du niveau des fonds qui est globalement plus élevé sur le site de Cromenach et pour les sites en remontant sur l'estran ;
- de la taille des navires accueillis sur les différents secteurs => longueurs de navire et de ligne de mouillage plus réduites pour les petites unités ;
- du retour d'expérience de la mairie et de l'AUMBK.



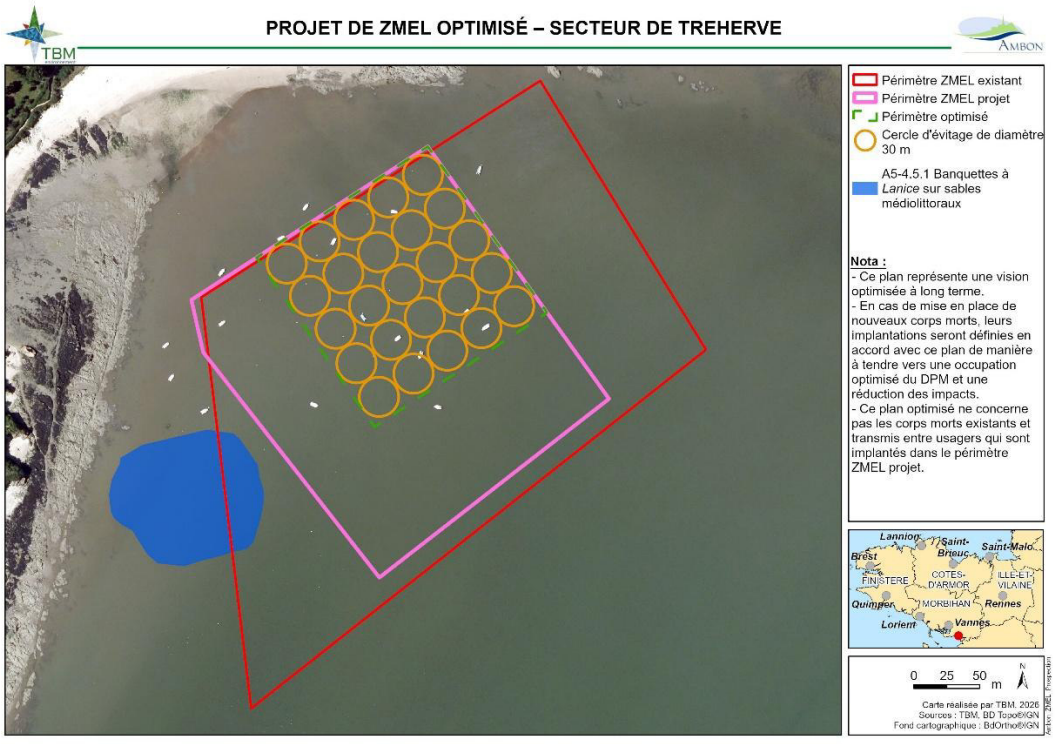


Figure 9 : Plans de mouillages optimisés des 2 secteurs

10 Retrait de mouillages inactifs

10.1 Cadre réglementaire

Le pétitionnaire de l'AOT s'engage à mobiliser des moyens permettant une campagne de dépôt et mise en décharge de corps morts inutilisés et inutilisables majoritairement identifiés sur le site de Tréhervé.

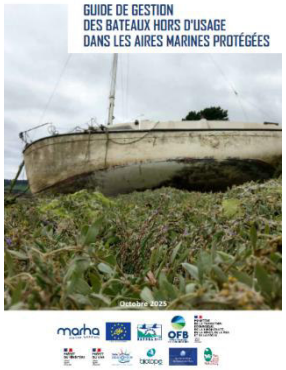
Cet engagement est conforme à l'article 6 de l'AOT ZMEL de 2012 (Cf. extrait ci-dessous) qui prévoit une démolition des équipements et installations mis en place par le bénéficiaire dans le cadre de l'exploitation de la zone de mouillage autorisée.

> **Article 6 - Remise en état des lieux**
> Les équipements et installations établis par le bénéficiaire sur la zone de mouillages ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état naturel. Ces opérations sont effectuées aux frais du bénéficiaire. Celui-ci en informe le préfet au moins deux mois avant le début des travaux.

10.2 Modalités de retrait relatives au bénéfice environnemental recherché

En accord préalable avec les services de l'État, une dérogation exceptionnelle à cette obligation pourra être accordée dans une approche de "bon sens environnemental".

On se basera notamment sur les préconisations du rapport OFB paru en octobre 2025 – *Guide de gestion des bateaux hors d'usage dans les aires marines protégées*.



Ce choix de déroger, ou pas, sera établi au cas par cas en accord avec les services de la DDTM sur la base des prescriptions suivantes :

- **la matière constituant les corps-morts :** Enlèvement systématique en cas de corps-mort constitués de matières pneumatiques / plastiques. Possibilité de laisser en place le corps mort seulement en présence de matériaux inertes => l'enjeu est de retirer du milieu marin des matières toxiques et dont la décomposition peut prendre plusieurs centaines d'années ;
- **la nature et sensibilité écologique des fonds :** Possibilité de maintien en place de corps-morts constitués de matières inertes en cas d'implantation du corps morts au droit d'un espace naturel sensible ;
- **la profondeur d'enfouissement :** Possibilité de maintien en place de corps-morts constitués de matières inertes en cas de profondeur d'enfouissement importante (profondeur limite d'enfouissement de 40 cm du dessus des corps morts). Il s'agit de limiter le l'impact du volume de sédiments à remanier.

A titre d'exemple, en présence d'un corps mort constitué de matériaux inertes comme le béton, situé au milieu d'un espace couvert de banquettes à lanices identifié sur le site de Tréhervé , il sera préconisé de le conserver en place, à plus forte raison en cas de fort enfouissement.

10.3 Modalités techniques de retrait

Le nombre et l'emplacement des corps morts à retirer ou à conserver seront identifiés dans le dossier de demande d'AOT. Un calepinage sera réalisé préalablement à la campagne de retrait sur la base du relevé de TBM environnement

Afin de **limiter le remaniement des sédiments et les nuisances associées sur le benthos**, il sera préconisé de ne pas reboucher les trous laissés après dépôt des blocs sauf risques particuliers identifiés sur site. Les trous se reboucheront progressivement sous l'action des vagues et des courants marins.

En cas de conservation en place de corps morts inactifs pour des raisons environnementales, leurs organeaux seront meulés de manière à éviter toute réutilisation.

Modalités relatives à la **sécurité des usagers des sites** :

- **Définition d'un planning d'intervention de moindre impact sur l'environnement** (avifaune notamment), sur les baigneurs (période estivale) et sur les usagers de pêche à pied (intervention en fin de période de grande marée notamment).
- **Mise en place d'une campagne de communication informant les usagers** des sites du risque d'enlisement pour une durée à déterminer de plusieurs semaines. Il s'agira notamment de mettre en place des panneaux d'affichage en haut de plage visant à proscrire l'activité pêche à pied pour quelques semaines.

10.4 Réutilisation de corps morts

Les corps morts inactifs retirés seront stockés et leur intégrité sera contrôlée. Selon leur état, ils pourront faire l'objet d'une réutilisation ou seront mis en dépôt / éliminés dans une filière de déchet / retraitement idoine.

Suite à l'optimisation des périmètres ZMEL dans le cadre du présent dossier, certains corps morts actifs se retrouveront en dehors du futur périmètre ZMEL. Le pétitionnaire profitera de cette campagne pour relocaliser ces corps morts à l'intérieur du futur périmètre ZMEL autorisé.

Les corps morts déposés et jugés en bon état de conservation pourront être relocalisés à l'intérieur du périmètre de projet ZMEL en cas de besoin de réemploi.

Les corps morts se situant d'ores et déjà en dehors du périmètre ZMEL actuellement autorisé seront relocalisés à l'intérieur du futur périmètre ZMEL à la charge de leurs propriétaires.

11 Autorisation de la commune de Damgan

Comme indiqué sur la figure ci-dessous, le Secteur de mouillage de Tréhervé se situe pour partie au-delà de la projection en mer de la limite communale entre les communes d'Ambon et de Damgan.

Le stationnement associé à la ZMEL, ainsi que l'accès à la mer étant situés sur la commune d'Ambon, il paraît pertinent que sa gestion soit assurée par cette commune.



Figure 10 : Secteur de mouillage de Tréhervé – Limite communale
(Source : Géoportail)

La commune de Damgan a été sollicitée par la commune d'Ambon fin 2025 afin de connaître sa position quant au renouvellement de l'autorisation de ZMEL.

La commune de Damgan a oralement indiqué ne pas souhaiter être impliquée dans l'exploitation de la ZMEL. Cette décision fera l'objet d'un vote en conseil municipal courant janvier et cette délibération sera annexée au dossier de demande d'AOT.

ANNEXES

ANNEXE 1
BIBLIOGRAPHIE

Sources

Nous remercions l'ensemble des contributeurs pour les données et informations qu'ils ont bien voulu nous transmettre dont les suivantes :

- **Données ZMEL :** Mairie d'Ambon
- **Données de site / Natura 2000 :** EPTB Eau & Vilaine

Bibliographie

[1] Eaux & Vilaine (2023) – Document d'objectifs des sites Natura 2000 « Estuaire et Baie de Vilaine » – ZPS FR 5310074 et ZSC FR 5300034

[2] Rapport de présentation pour le renouvellement et l'extension des AOT pour les mouillages à Ambon (Février 2011) et sa note complémentaire (octobre 2011) – IDRA Environnement

[3] Guide pour la constitution d'un dossier de renouvellement ou de demande d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour une zone de mouillages et d'équipements légers (ZMEL) – DDTM56 – Février 2021

[4] Règlement de police de la ZMEL existante – 13/06/2012

ANNEXE 2
SITOGRAPHIE

Sitographie

- Natura 2000, « Qu'est-ce que Natura 2000 ? » [en ligne] : **https://www.natura2000.fr/natura-2000/qu-est-ce-que-natura-2000**
- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN),
- L'inventaire ZNIEFF » [en ligne] : **https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation**
- Le Conservatoire du littoral [en ligne] : **http://www.conservatoire-du-littoral.fr/**
- Plateforme DRIAS sur l'évolution du climat en France sous l'effet du dérèglement climatique **https://www.drias-climat.fr/**
- **www.atlasdespaysages-morbihan.fr**
- **www.baignades.sante.gouv.fr**
- **www.basol.developpement-durable.gouv.fr**
- **www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr**
- **www.dirm.sud-atlantique.developpement-durable.gouv.fr**
- **www.morbihan.gouv.fr**
- **www.geobretagne.fr**
- **www.geoportail.gouv.fr**
- **www.insee.fr**
- **www.rebent.org**
- **www.shom.fr**
- **https://professionnels.ofb.fr/**
- **https://baignades.sante.gouv.fr/baignades/homeMap.do#a** : Qualité des eaux de baignade
- **https://www.pecheapied-responsable.fr** : Pêche à pied responsable
- **http://www.atlas-sanitaire-coquillages.fr/classements-sanitaires** : Atlas des zones de productions
- **https://archimer.ifremer.fr/doc/00691/80278/** : Bulletin de la surveillance sanitaire - Ifremer

ANNEXE 3
RAPPORT TBM ENVIRONNEMENT INVESTIGATIONS AVRIL 2025



DOSSIER DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR UNE ZONE DE MOUILLAGES

- Compte-rendu de mission
- Inventaires des herbiers et relevé des mouillages

Avril 2025



Table des matières

1 Contexte 3
2 Description des opérations 4
3. Déroulement des opérations 7
4 Récapitulatif 7
5. Cartographie des habitats et des mouillages 8
5.1. Site de Cromenach 8
5.2. Site de Tréhervé 12
6. Récapitulatif 16
7. Références bibliographiques 17

1 Contexte

La commune d'AMBON est titulaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) pour deux sites distincts de mouillages (ZMEL), sur les lieux-dits de Tréhervé et de Cromenach (Figure 1). Afin d'être autoriser à renouveler une voire deux de ces ZMEL sur le domaine public maritime naturel, il est nécessaire de rédiger un dossier de renouvellement d'autorisation. Afin d'assurer la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) par le groupement Jildaz GALLEN – DONVOR (Cadres en Mission Bretagne) et TBM environnement, un état des lieux des habitats présents et des mouillages sur ces deux sites doivent être réalisés.



Figure 1 : Localisation des deux secteurs de mouillage.

Ce document rend compte des prospections intertidales réalisées sur les ZMEL des lieux-dits de Tréhervé et de Cromenach. L'objectif de ces prospections pédestres dans la zone intertidale (estran) est :

- D'identifier et caractériser les habitats présents et en particulier les herbiers de zostères ;
- D'identifier à la fois les mouillages « actifs », utilisés et balisés par des bouées, et les mouillages « inactifs », pour lesquels demeurent les systèmes de fixation, sans balisage en surface.

2 Description des opérations

Les deux sites ont été prospectés à pied. Tous les habitats et les mouillages rencontrés ont été localisés à l'aide de pointages GPS (waypoints). Ces pointages GPS ont systématiquement été couplés à la prise de photographies géoréférencées. De plus, des notes écrites ont été prises tout au long des prospections. Les deux zones prospectées sont présentées dans la Figure 3 et la Figure 4. Afin de palier à la présence de vase peu portante, les opérateurs portaient des raquettes de vase et utilisaient une planche comme support (Figure 2).



Figure 2 : Présentation de la planche utilisée pour se déplacer dans la vase © TBM environnement.

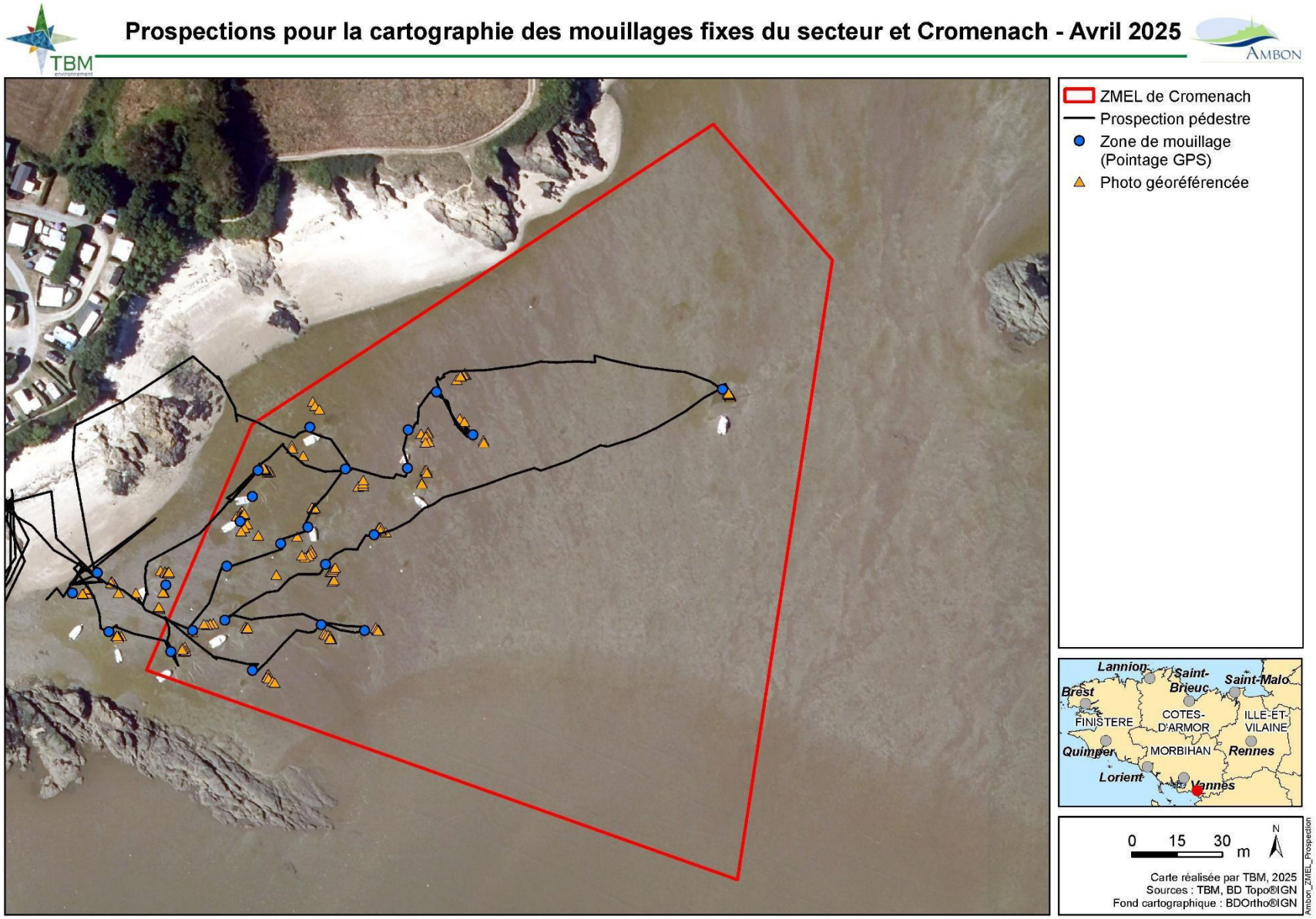


Figure 3 : Chemins empruntés, pointages GPS et photographies réalisés lors des prospections intertidales sur le site de Cromenach.

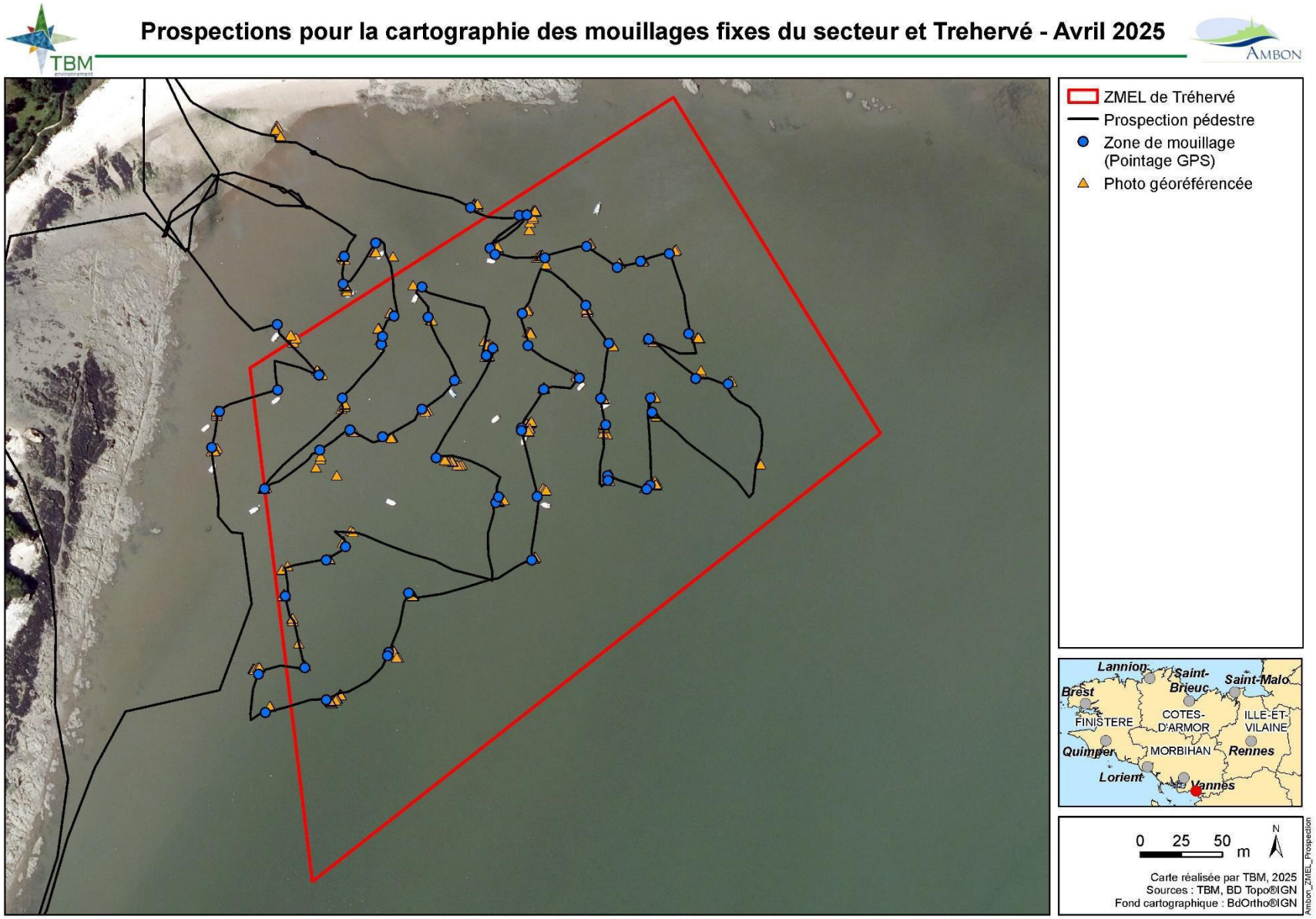


Figure 4 : Chemins empruntés, pointages GPS et photographies réalisés lors des prospections intertidales sur le site de Tréhervé.

3. Déroulement des opérations

Les prospections pédestres ont eu lieu le mardi 29 avril 2025 aux alentours de la marée basse. Elles ont été réalisées par Raphael Vigier, technicien mer chez TBM environnement et par Pierre Chauvaud, chargé d'études mer chez TBM environnement. Le coefficient de marée était de 107 et la basse mer à eu lieu à 12h47. Le déroulement de cette journée est présenté dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Déroulement de la mission du 29 avril 2025.

Mardi 29 avril 2025	
10h45 – 11h05	Arrivée au lieu-dit de Cromenach et préparation du matériel
11h05 – 11h50	Prospections intertidales sur le site de Cromenach
11h50 – 12h20	Route vers le site de Tréhervé et préparation du matériel
12h20 – 15h50	Prospections intertidales sur le site de Tréhervé
15h50 – 16h45	Fin de mission et route retour vers Auray

4 Récapitulatif

Les objectifs initiaux ont intégralement été atteints puisque les deux sites ont pu être prospectés intégralement. Ces prospections ont été suffisantes pour identifier les habitats et retrouver l'ensemble des mouillages visibles. Le Tableau 2 récapitule les opérations effectuées lors de cette mission.

Tableau 2 : Récapitulatif des opérations réalisées le 10 janvier 2025.

Type d'opération	Commentaires	Remarques
Prospection pédestre des deux sites de Cromenach et de Tréhervé	Toute la zone a pu être prospectée	100 % des objectifs atteins

5. Cartographie des habitats et des mouillages

Les habitats présents au niveau des deux sites ont été cartographiés selon la typologie NatHab-Atlantique (Michez et al., 2019). Les enjeux de conservation associés à ces habitat sont discutés pour chaque site. Les enjeux de conservation sont définis selon la présence de l'habitat considéré dans des documents réglementaires (convention internationales, textes communautaires, législation nationale) qui définissent le statut de protection ou de conservation des habitats. De plus, le rôle écologique et la répartition de chaque habitat à l'échelle du site d'étude sont également pris en compte dans l'évaluation des enjeux de conservation.

Une cartographie des mouillages observés a été réalisée pour chaque site. Plusieurs catégories de mouillages sont définies. Lorsque le mouillage est relié à une bouée de surface alors il est considéré comme « actif ». Quand il est relié à une bouée de subsurface, qui ne permet pas d'y attacher un bateau alors le mouillage est considéré comme « indéterminé ». Enfin, lorsqu'un mouillage n'est relié à aucune bouée en surface alors il est considéré comme « inactif ». Le Tableau 3 présente les différentes catégories de mouillages et leurs définitions.

Tableau 3 : Définition des 3 catégories de mouillages recensés.

Catégorie de mouillage	Définition
Actif	Le mouillage comprend une chaîne, reliée directement à une bouée de surface ou à un bout lui-même relié à une bouée de surface
Indéterminé	Le mouillage comprend une chaîne ou un bout, reliés à une bouée de subsurface, qui ne permet pas d'y attacher un bateau
Inactif	Le mouillage n'est relié à aucune bouée. Il peut comprendre un bloc de béton visible auquel est fixée une chaîne, ou seulement une chaîne et/ou un bout

5.1. Site de Cromenach

La cartographie des habitats du site de Cromenach a permis d'identifier un seul habitat au sein de la ZMEL. Il s'agit de l'habitat « **A6-1.1 Vases médiolittorales marines nues** » (Figure 5 et Figure 7). Les vases médiolittorales marines appartiennent aux vasières intertidales, qui sont inscrites sur la liste des habitats menacés et/ou en déclin de la convention OSPAR (OSPAR, 2021). Le dernier documents stratégiques de façade (janvier 2024) classifie en enjeu fort les vases intertidales dans le secteur 19 : Sud-est Bretagne – Mor Braz. Les vases médiolittorales

marines constituent un habitat important pour de nombreuses espèces d'oiseaux (maubèche, bécasseau variable, barge à queue noire) et de poissons prédateurs (sole, flet, plie). Elles sont également très productives grâce à l'activité intense du microphytobenthos généralement présent sous la forme d'un film à la surface du sédiment. Une part important de cette production microphytobenthique est exportée vers d'autres habitats et y constitue une source de nourriture non négligeable pour les organismes benthiques. Toutefois, cet habitat est présent sur une part significative de l'embouchure de la Vilaine. En considérant la présence de ces vasières sur la convention OSPAR et dans le DSF, leur rôle écologique majeur et leur large répartition autour du site de Cromenach, **l'enjeu de conservation est fort.**

Aucun herbier de zostères n'a été recensé.

Au total, 26 mouillages distincts ont été identifiés sur le site de Cromenach (Figure 7). Parmi ceux-ci 24 sont considérés comme actifs car reliés à une bouée de surface. Deux mouillages non reliés à des bouées (inactifs) ont également été observés en bordure de plage, à la limite de la vasière (Figure 6). Aucun mouillage n'a été observé au nord de la zone de mouillage.



Figure 5 : Vasière intertidale présente sur l'ensemble du site de Cromenach © TBM environnement 2025.



Figure 6 : En haut : Mouillage composé d'un bout et d'une bouée de surface. En bas : Chaîne sans bouée observée à la limite de la plage du site de Cromenach © TBM environnement 2025.

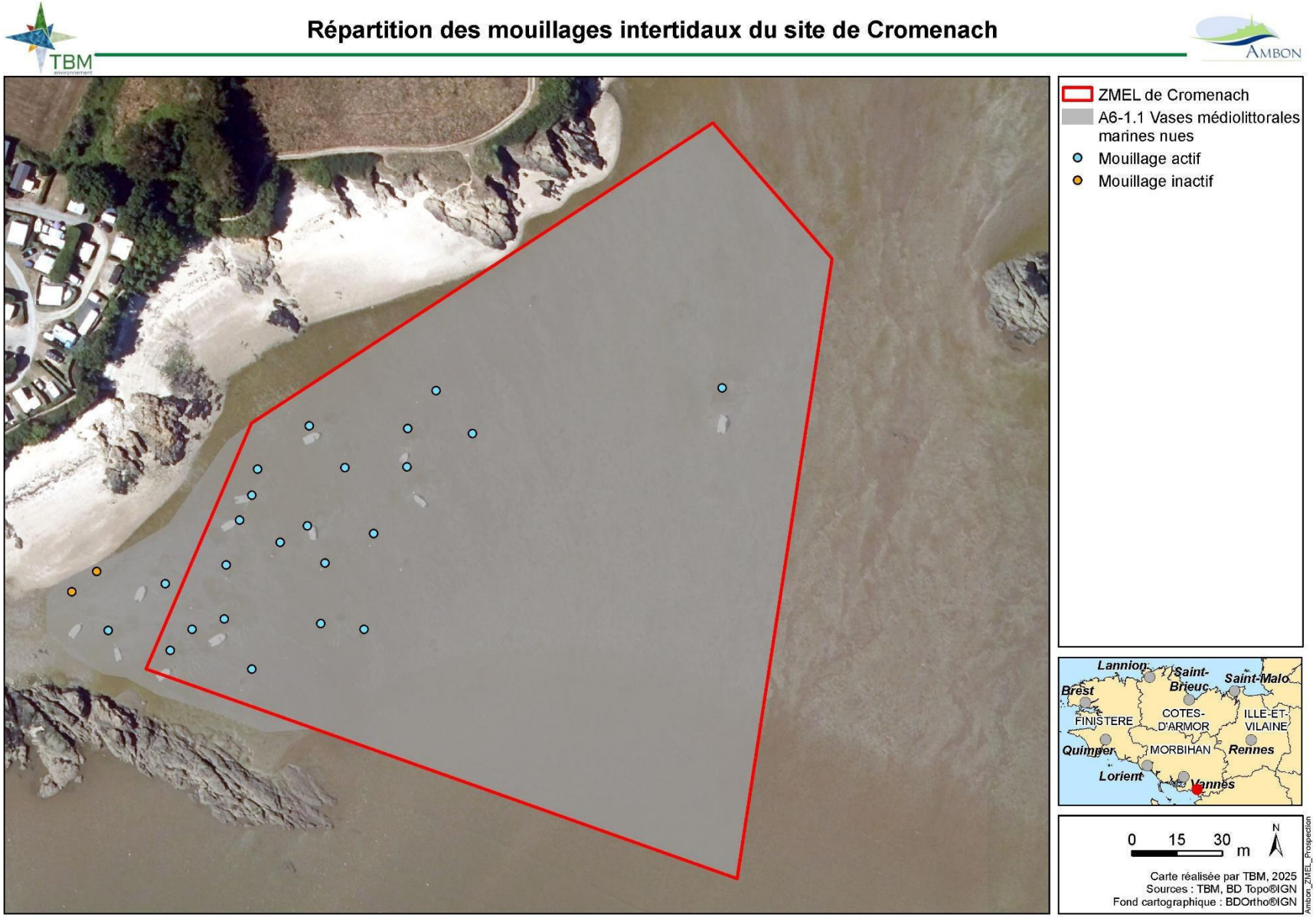


Figure 7 : Répartition des habitats benthiques et des mouillages sur le site de Cromenach.

5.2. Site de Tréhervé

Le site de Tréhervé abrite majoritairement une vasière intertidale, correspondant à l'habitat « **A6-1.1 Vases médiolittorales marines nues** » (Figure 8 et Figure 14). De plus, d'importantes banquettes à lanices (*Lanice conchilega*) ont été observées à l'extrémité Est de ce site (Figure 9 et Figure 14). Ces banquettes correspondent à l'habitat « **A5-4.5.1 Banquettes à *Lanice* sur sables médiolittoraux** ». Les lanices sont des polychètes tubulaires fouisseurs de grande taille (mesurant jusqu'à 25 cm de longueur). Ils peuvent former localement de fortes concentrations de plusieurs centaines d'individus par m², désignées sous le terme de « banquettes ». Cette espèce est présente sur la zone de balancement des marées (estran) ou elle constitue une source d'alimentation pour plusieurs espèces d'oiseaux (limicoles notamment), ainsi que pour des poissons plats (p.ex. sole).

Les enjeux de conservation de la vasière de ce site sont identiques à ceux décrits pour la vasière de Cromenach et sont par conséquent évalués comme **forts.** Les lanices ne sont pas l'objet de mesures de protection particulière. En revanche, elles revêtent une importance patrimoniale, notamment dans les secteurs ou elles constituent des banquettes. Cet habitat joue un rôle écologique important, notamment associé à de la nourricerie. Compte-tenu de leur rôle écologique et de leur présence sur une faible proportion du site de Tréhervé, les enjeux de conservation associés aux banquettes à lanices sont **moyens**.

Aucun herbier de zostères n'a été recensé.



Figure 8 : Vasière intertidale présente sur le site de Tréhervé © TBM environnement 2025.



Figure 9 : Photographies des banquettes à lanice du site de Tréhervé © TBM environnement 2025.

67 mouillages ont été identifiés sur le site de Tréhervé (Figure 14). Au total, 22 de ces mouillages ont été considérés comme actifs (Figure 10), 6 comme indéterminés (Figure 11) et 39 comme inactifs (Figure 12). La majorité des mouillages inactifs sont composés d'une chaîne sur laquelle se sont développés des bivalves filtreurs (huîtres et/ou moules), ce qui est le signe qu'ils ne sont plus utilisés depuis plusieurs années (Figure 13).



Figure 10 : Mouillage actif observé sur le site de Tréhervé © TBM environnement 2025.



Figure 11 : Mouillages pour lesquels l'utilisation est indéterminée – Site de Tréhervé © TBM environnement 2025.



Figure 12 : Mouillages inactifs observés sur le site de Tréhervé © TBM environnement 2025.



Figure 13 : Mouillages composés de chaînes recouverts d'épiphytes (ici moules et huîtres) © TBM environnement 2025.

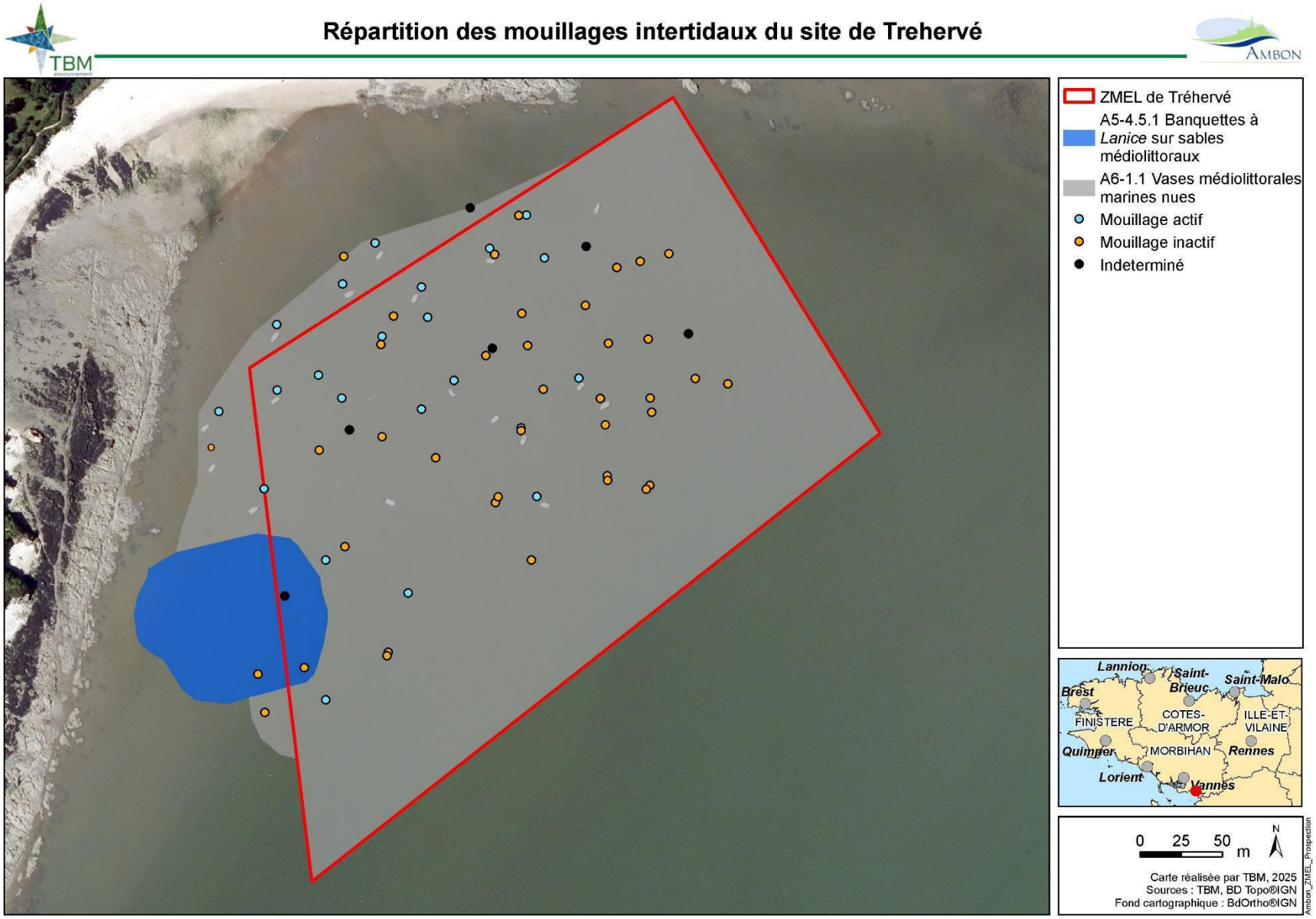


Figure 14 : Répartition des habitats benthiques et des mouillages du site de Tréhervé.

6. Récapitulatif

La cartographie des habitats menée sur les sites de Cromenach et de Tréhervé n'a pas révélé la présence d'herbiers de zostères. En revanche, ces deux sites abritent une vasière intertidale et le site de Tréhervé comporte des banquette à lanices à son extrémité Est. Les enjeux de conservation associés à ces habitats sont synthétisés dans le Tableau 4.

Tableau 4 : Enjeux de conservation associés aux habitats benthiques recensés.

Habitat	Site(s) ou cet habitat été cartographié	Enjeu de conservation
A6-1.1 Vases médiolittorales marines nues	Cromenach et Tréhervé	**Fort**
A5-4.5.1 Banquettes à *Lanice* sur sables médiolittoraux	Tréhervé	**Moyen**

Les prospections intertidales menées sur les sites de Cromenach et de Tréhervé ont permis d'identifier respectivement 26 et 67 mouillages, dont la répartition est présentée dans le Tableau 5. La majorité des mouillages recensés sur le site de Cromenach semblent être en activité alors que le site de Tréhervé comprend principalement d'anciens mouillages, aujourd'hui inactifs.

Tableau 5 : Nombre et nature des mouillages recensés sur les sites de Cromenach et de Tréhervé.

Site	Nombre de mouillages actifs	Nombre de mouillages indéterminés	Nombre de mouillages inactifs	Total
Cromenach	24	0	2	**26**
Tréhervé	22	6	39	**67**

7. Références bibliographiques

Michez, N., Thiébaut, É., Dubois, S., Gall, L.L., Dauvin, J.-C., Andersen, A., Baffreau, A., Bajjouk, T., Blanchet, H., Houbin, C., Janson, A.-L., Rivière, M., Lévèque, L., Menot, L., Sauriau, P.-G., Simon, N., Viard, F., 2019. Typologie des habitats marins benthiques de la Manche, de la Mer du Nord et de l'Atlantique VERSION 3.

OSPAR, 2008. Liste OSPAR des espèces et habitats menacés et/ou en déclin (Accord OSPAR 2008-06 révisé 2021).

TBM environnement

Siège social :

ZA Kenéah Nord, 5/7 Rue de l'Europe

56400 PLOUGOUMELEN

Tél. : 02.97.56.27.76

contact@tbm-environnement.com

www.tbm-environnement.com

ANNEXE 4
RAPPORT TBM ENVIRONNEMENT COMPLEMENTS INVESTIGATIONS
JUIN 2025

Dossier de renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire pour une zone de mouillages

Compte rendu de mission – Recherche de mouillages intertidaux et d'herbiers de Zostères

12 juin 2025



SOMMAIRE

1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION 1

2 PROTOCOLE 2

2.1. LOCALISATION DES STATIONS 2
2.2. MATERIEL ET METHODE 3

3 DESCRIPTION DES OPERATIONS 4

3.1 MOYENS NAUTIQUES 4
3.2 INTERVENANTS 4
3.3 CONDITIONS METEOROLOGIQUES 5

4 DEROULEMENT DES OPERATIONS 6

5 BILAN DES OPERATIONS 6

1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

La commune d'AMBON est titulaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) pour deux sites distincts de mouillages (ZMEL), sur les lieux-dits de Tréhervé et de Cromenach (Figure 1). Afin d'être autoriser à renouveler une voire deux de ces ZMEL sur le domaine public maritime naturel, il est nécessaire de rédiger un dossier de renouvellement d'autorisation. Afin d'assurer la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) par le groupement Jildaz GALLEN – DONVOR (Cadres en Mission Bretagne) et TBM environnement, un état des lieux des mouillages présents sur ces deux sites doit être réalisé. Celui-ci doit également cartographier les habitats benthiques et rechercher la présence d'habitats qui pourraient présenter des enjeux de conservation (p.ex. herbier de zostères).



Figure 1 : Localisation des deux secteurs de mouillage.

Ce document rend compte des prospections intertidales réalisées sur les ZMEL des lieux-dits de Tréhervé et de Cromenach. L'objectif de cette prospection à l'aide du bâtit caméra dans la zone intertidale (estran) est d'identifier à la fois les mouillages « inactifs », pour lesquels demeurent les systèmes de fixation, sans balisage en surface ; ainsi que permettre de cartographier les habitats présents au niveau de ces deux sites.

2 PROTOCOLE

2.1. Localisation des stations

Sur les deux sites d'études, 40 stations sont prospectées avec respectivement 13 stations pour le lieu-dit de Tréhervé (Figure 2) et 27 stations pour Cromenach (Figure 3). Les cartes ci-dessous illustrent les chemins empruntés lors de la prospection pédestre réalisée en avril 2025 ainsi que les stations à inventorier lors de cette sortie.

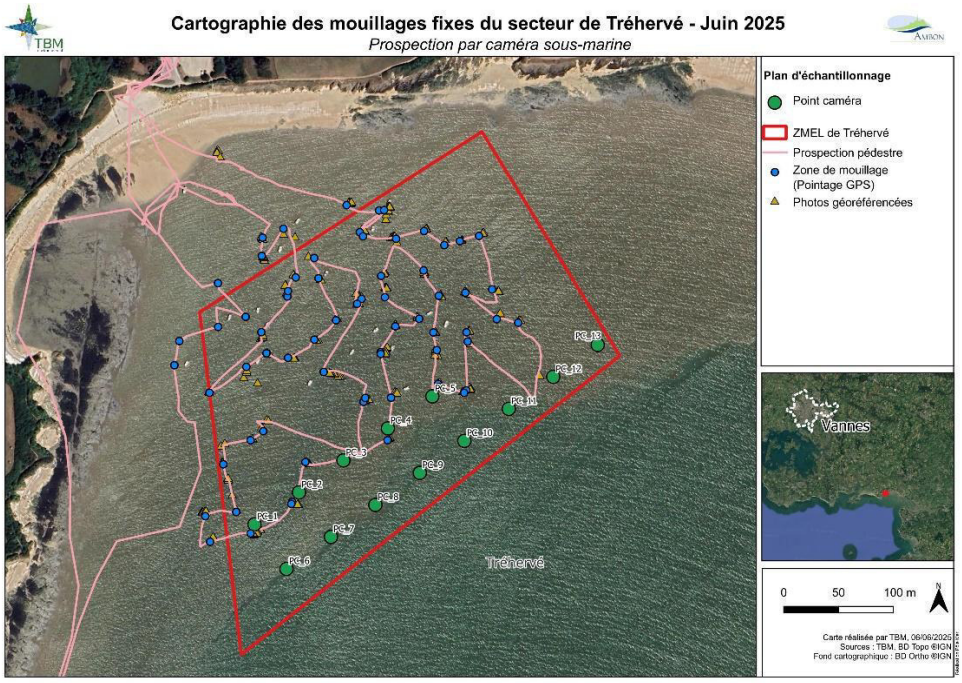


Figure 2 : Localisation des stations de point caméra et des tracées pédestres sur le lieu de Tréhervé

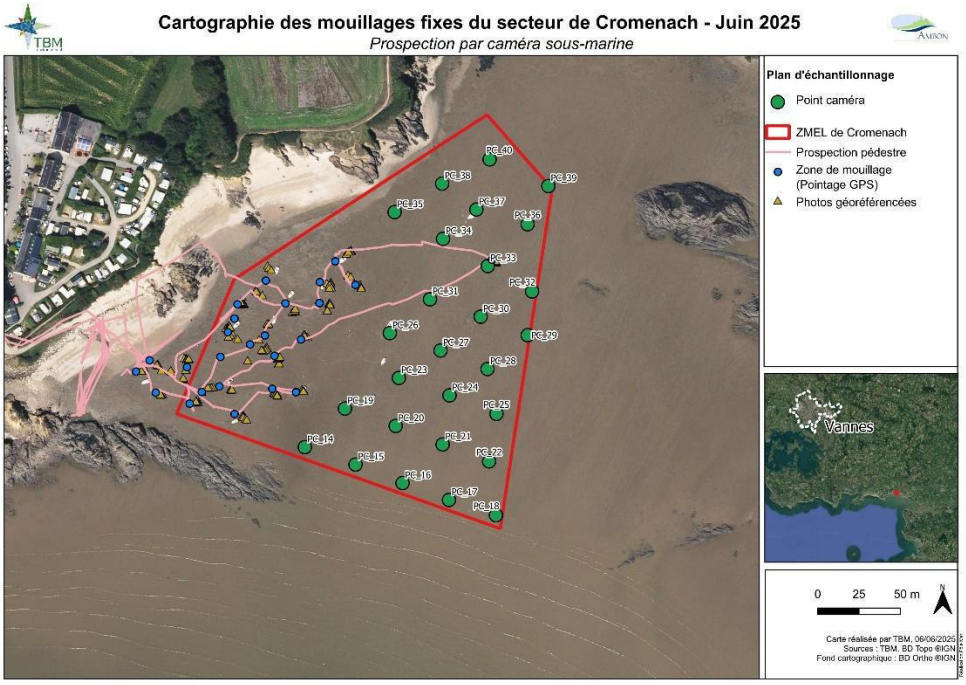


Figure 3 : Localisation des stations de point caméra et des tracées pédestres sur le lieu de Cromenach

2.2. Matériel et méthode

Le protocole appliqué pour la recherche d'habitats à enjeux est basé sur des observations vidéo en direct, ainsi que sur des analyses d'images à terre. Afin d'acquérir des images en direct, une caméra vidéo couleur est utilisée (GoPro Hero 4). Cette caméra est fixée sur un bâti vertical (structure métallique rectangulaire), permettant d'être utilisée en point fixe ou à la dérive (suspendue au-dessus du fond) (Figure 4). En parallèle de cette caméra offrant des images en direct, une GoPro Hero 11 fixée au bâti est systématiquement utilisée pour sécuriser la prise de vue et acquérir une vidéo pour chaque point caméra. Les vidéos ainsi acquises sont analysables *a posteriori*. De plus, un phare de plongée (8000 lumens) est ajouté à cet ensemble afin d'améliorer la visibilité et la qualité des images acquises.

Pour chaque point caméra, les informations suivantes ont été notées :

- Zone, profondeur, heure ;
- Nature du substrat ;
- Espèces de la faune et de la flore observées en direct.

Toutes les vidéos acquises ont été visionnées *a posteriori* afin de valider les observations réalisées en direct sur le terrain.

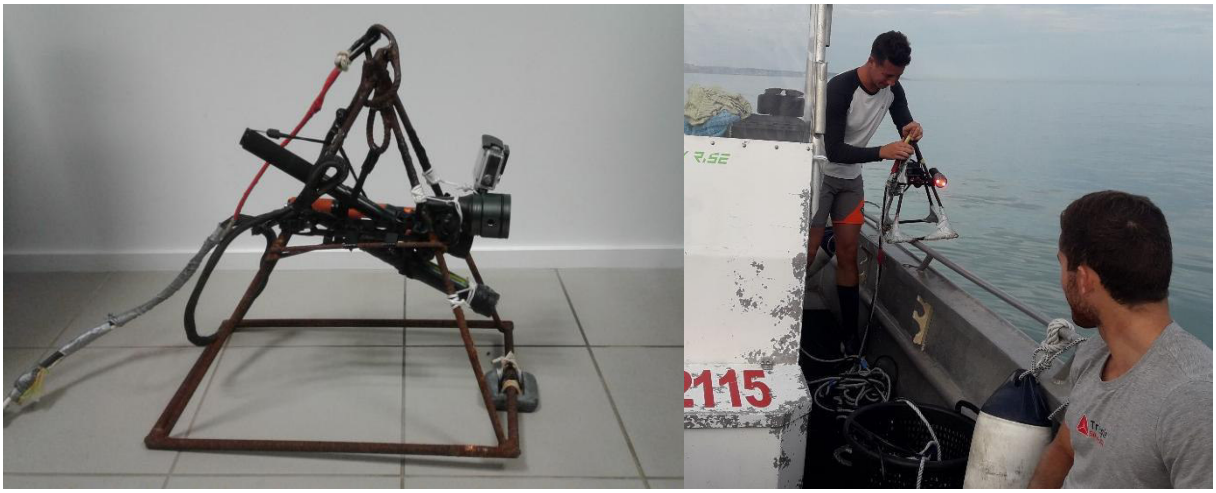


Figure 4 : Structure métallique équipée de deux caméras et d'un phare – TBM environnement

3 DESCRIPTION DES OPERATIONS

NOM DE LA CAMPAGNE	:	Ambon AOT ZMEL
SITE	:	Ambon
NAVIRE	:	Bar'ouf

3.1 Moyens nautiques

Les opérations se sont déroulées à bord « Bar'ouf » (AY 936160) de TBM environnement (Figure 5). C'est un navire à moteur, Prophil 6,30 OPEN, professionnel armé en 4ème catégorie de navigation.



Figure 5 : Le Bar'ouf.

3.2 Intervenants

Nom et prénom	Etablissement et service	Qualification
Pierre TOUZERIE	TBM Environnement / Pole mer	Technicien
Valentin LE GOFF	TBM Environnement / Pole mer	Technicien
Raphael VIGIER	TBM Environnement / Pole mer	Technicien

3.3 Conditions météorologiques

Météo 11/06/2025			
Référence utilisée	Windguru GFS (13km/ 16km waves)		
Vents	Secteur Est, de à 5 Beaufort	**Précipitation**	Aucune
Etat de Mer	Peu Agitée (0,6 à 0,8 m)	**Estimation courant de surface**	/

Rappel de condition météo max de travail – à la discrétion du capitaine		
Vitesse moyenne du vent	Beaufort	5 à 6
	Hauteur de houle significative (m)	**Période au pic (s)**
Etat de mer	< 1,5	Pas de limite
	1,25 < Hs < 1,5	> 10
	> 2	Arrêt pour toute période

Marée port de Pénerf			
Marée Basse (Heure)	11h49	**Marée Haute (Heure)**	17h38
Marée Basse (Coeff)	69	**Marée Haute (Coeff)**	70

4 DEROULEMENT DES OPERATIONS

La campagne de points caméra s'est déroulée le **mercredi 11 juin 2025**. L'embarquement et le chargement du matériel se sont déroulés au port de Pénerf à 16h00 et ont permis un appareillage à 16h15. Le premier point caméra a été réalisé à 17h06. Les opérations en mer ont pris fin à 18h30.

Nous avons fait route vers le port de Pénerf. Le déchargement du matériel et la sortie d'eau du navire se sont achevées à 19h30.

5 BILAN DES OPERATIONS

Les objectifs initiaux ont été atteint puisque l'ensemble des points caméra ont été réalisés. Le tableau ci-dessous récapitule les opérations effectuées lors de la mission.

Type d'opération	Nombre	Remarques
Points caméra	40	RAS

100 % des objectifs ont été atteints. **Aucun herbier de zostères ou mouillage « inactif » a été identifié après visionnages des vidéos haute résolution**.

DATE : 12/06/2025

SIGNATURE : Valentin LE GOFF

TBM environnement
Siège social :
ZA Kénéah Nord, 5/7 Rue de l'Europe,
56400 Plougoumelen
Tél. : 02.97.56.27.76
contact@tbm-environnement.com
TBM environnement (tbm-environnement.com)

ZMEL POULDU-LAÏTA

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 10 – Courriers et délibérations

Autorisation de la commune de Damgan

Comme indiqué sur la figure ci-dessous, le Secteur de mouillage de Tréhervé se situe pour partie au-delà de la projection en mer de la limite communale entre les communes d'Ambon et de Damgan.

Le stationnement associé à la ZMEL, ainsi que l'accès à la mer étant situés sur la commune d'Ambon, il paraît pertinent que sa gestion soit assurée par cette commune.



Figure 1 : Secteur de mouillage de Tréhervé – Limite communale
(Source : Géoportail)

La commune de Damgan a été sollicitée par la commune d'Ambon fin 2025 afin de connaître sa position quant au renouvellement de l'autorisation de ZMEL.

La commune de Damgan a oralement indiqué ne pas souhaiter être impliquée dans l'exploitation de la ZMEL. Cette décision fera l'objet d'un vote en conseil municipal courant janvier et cette délibération sera annexée au dossier de demande d'AOT.

ZMEL POULDU-LAÏTA

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE

A LA REALISATION EVENTUELLE D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANNEXES

Annexe 11 – Antériorité

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

PRÉFET MARITIME DE L'ATLANTIQUE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral

SAMEL / Unité Vannes littoral

Arrêté interpréfectoral autorisant
l'occupation temporaire du domaine public maritime
par une zone de mouillages et d'équipements légers
aux lieux-dits Tréhervé et Cromenach sur le littoral de la commune d'AMBON

Le préfet du Morbihan
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Le préfet maritime de l'Atlantique
Vice-amiral d'escadre

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L2122-1, L2124-1 et L2124-5, R2124-39 à R 2124-55,

VU Le code du domaine de l'Etat, notamment l'article A12,

VU le code du tourisme, notamment les articles L341-8 et suivants, R 341-4,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L321-1, L321-2, L321-5, L321-9 et L362-1,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les article L2212-1, L2212-3 et L 2212-4,

VU le code pénal, notamment l'article R 610-5,

VU le code disciplinaire et pénal de la marine marchande,

VU le décret n°61-1547 du 26 décembre 1961 modifié fixant le régime des épaves maritimes,

VU le décret n°2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU la délibération du conseil municipal d'Ambon du 4 février 2011 sollicitant d'organiser une zone de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime sur le littoral de la commune d'Ambon, aux lieux-dits Tréhervé et Cromenach,

VU l'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en application de l'article R414-19–21° du code de l'environnement,

VU la renonciation de la commune de Damgan à exercer son droit de priorité par délibération du 29 janvier 2011,

VU L'avis conforme du commandant de la zone maritime Atlantique du 6 avril 2012,

VU l'avis de l'administrateur en chef des Affaires maritimes, délégué à la mer et au littoral du Morbihan du 15 juin 2011,

VU l'avis et la décision du responsable de France Domaine du 29 août 2011 fixant, en l'espèce, le montant de la redevance domaniale,

VU l'avis du directeur inter régional de la mer – Nord Atlantique – Manche Ouest / Division infrastructures et équipements de sécurité maritime / subdivision des phares et balises de Lorient du 24 juin 2011,

VU l'avis de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 12 décembre 2011,

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 7 février 2011,

VU l'avis de la commission nautique locale du 29 novembre 2011,

CONSIDERANT l'intérêt d'un groupement de mouillages, économe de l'espace maritime et ne comportant qu'un nombre restreint de postes au demeurant préexistants de longue date, sans inconvénient en ce lieu,

CONSIDERANT que l'organisation du mouillage des navires est compatible avec les autres activités maritimes exercées le long du littoral de la commune d'Ambon et que cette organisation répond à la nécessité d'assurer la sécurité de tous les usagers de la mer,

CONSIDERANT que le projet présenté est conforme aux règles législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur sur le territoire d'Ambon,

CONSIDERANT que de ce fait, le projet présente un caractère d'intérêt général certain,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETENT

Article 1 : Autorisation

L'autorisation d'occuper temporairement une dépendance du domaine public maritime de l'Etat et le plan d'eau surjacent par une zone de mouillages et d'équipements légers, est accordée à la commune d'Ambon, désignée par la suite sous le nom de bénéficiaire, comme représenté au plan annexé au présent arrêté, sur le littoral de la commune d'Ambon, aux conditions ci-après évoquées.

Aucun changement de bénéficiaire ne peut avoir lieu, sauf autorisation donnée par le préfet, sous peine de révocation par l'Etat.

Article 2 : Délimitation et aménagement de la zone de mouillages

A. Délimitation

La zone de mouillages, représentée sur le plan qui demeure annexé, est située aux lieux-dits Tréhervé et Cromenach ; elle comportera 100 mouillages à évitage à Tréhervé, et 45 mouillages à évitage à Cromenach, soit un total de 145 mouillages.

Les coordonnées géographiques (Lambert II) des sommets sont :

Limites de zone

***secteur de Tréhervé** :*

A :	*x : 2.54243010 – y : 47.52161035*
B :	*x : 2.53916925 – y : 47.52325007*
C :	*x : 2.53731002 – y : 47.52149491*
D :	*x : 2.54163587 – y : 47.51882999*

***Secteur de Cromenach** :*

E :	*x : 2.52326616 – y : 47.52455380*
F :	*x : 2.52287790 – y : 47.52530766*
G :	*x : 2.52094199 – y : 47.52629738*
H :	*x : 2.52037652 – y : 47.52591816*
I :	*x : 2.52060324 – y : 47.52405306*

B. Aménagement

a) Aucun mouillage n'est autorisé en dehors des périmètres indiqués ci-dessus ;

b) Le bénéficiaire balisera les zones de mouillages avec des bouées jaunes conformément à la réglementation ;

c) Les bouées de corps-morts seront de couleur blanche.

d) Le stationnement des annexes n'est toléré qu'en pied de falaise au lieu-dit Cromenac'h et interdit sur le reste du littoral de la commune ;

e) Le bénéficiaire doit indiquer au service gestionnaire du domaine public maritime les investissements réalisés pouvant donner lieu à amortissements ;

f) Il n'y aura pas d'hivernage de bateaux en haut d'estran ;

Article 3 – Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée de **15 ans** à compter du 1er janvier 2012.

Elle peut être renouvelée sur demande du bénéficiaire présentée **12 mois avant l'expiration de la durée de validité de la présente autorisation**, avec un bilan de l'occupation du domaine public maritime notamment au regard de l'environnement. Le refus de renouvellement de l'autorisation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Article 4 - Fonctionnement de la zone de mouillages

a) Vocation et activités :
Ces mouillages sont exclusivement destinés à l'accueil et au stationnement des navires de plaisance.

La proportion des postes réservés aux navires ou bateaux de passage ne peut être inférieure à 25 p. 100.

b) Période annuelle d'exploitation :
Les mouillages seront exploités à l'année.

c) Impératifs de sécurité des personnes et des biens, notamment du point de vue de la navigation :
Les dispositifs de mouillage devront être réalisés de façon que, quels que soient les vents et les courants, des navires ne risquent pas de causer de gêne ou dégât aux autres embarcations.

Les engins de sauvetage nautique devront pouvoir accéder à la zone de mouillages.

Des moyens de sauvetage pour faire face au risque de noyade (bouée couronne) devront être prévus dans la mesure des possibilités à proximité des mouillages.

d) Contraintes relatives à la qualité des eaux :
Il est interdit de jeter à l'eau des décombres, des ordures ou des liquides de nature insalubre ou polluante susceptible de nuire à la qualité des eaux et des fonds avoisinants.

Le carénage des navires devra se faire dans le respect de l'environnement en évitant impérativement le rejet de polluants (peinture, diluants...) sur le domaine public notamment sur la grève et en mer. Le bénéficiaire devra informer les usagers des facilités ouvertes à proximité pour le carénage de leurs navires.

Pour l'application des dispositions des paragraphes a, c, d ci-dessus, le règlement de police, prévu à l'article R 341-4 du code du tourisme, définira les conditions complémentaires d'utilisation et de gestion de la zone de mouillages.

e) Tarifs d'usage :
L'utilisation des mouillages est subordonnée au règlement par l'usager, au bénéficiaire, du montant fixé par le tarif en vigueur.

f) Gestion par un tiers :
Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du préfet et dans la forme exigée par cette autorité, confier à un tiers la gestion de tout ou partie de la zone de mouillages ainsi que de certains services connexes et la perception de redevances correspondantes.

Toutefois, il demeure personnellement responsable envers cette autorité et envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent arrêté.

Article 5 - Obligations et responsabilité du bénéficiaire

1. Le bénéficiaire est tenu de se conformer :
   - aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir.
   - aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de ses installations.
   - aux mesures qui lui sont prescrites pour la signalisation des ouvrages maritimes donnant accès à ses installations. Ces mesures n'ouvrent droit à aucune indemnité à son profit.

2. Le bénéficiaire doit :
   - veiller à ce qu'aucune annexe ne stationne sur les dunes environnantes ou en haut d'estran,

- réaliser et maintenir en bon état les dispositifs de mouillages et d'équipements légers qui sont sous sa seule responsabilité.
- contracter une assurance couvrant la responsabilité civile et les dégradations susceptibles d'être causées aux ouvrages et aux outillages.
- réaliser, entretenir et surveiller le balisage de la zone de mouillages et de ses accès, le cas échéant selon les instructions de l'autorité compétente.
- assurer par les moyens appropriés, soumis à l'agrément de l'autorité de contrôle, la sécurité publique et la salubrité des lieux.

3. Le bénéficiaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente autorisation.
4. Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point aux agents des différents services de l'Etat chargés du contrôle de la présente autorisation.
5. Le bénéficiaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison de la présence des installations objet de la présente autorisation, des travaux de premier établissement, de modification et d'entretien ou de l'utilisation des installations.
6. En aucun cas, la responsabilité de l'Etat ne peut être recherchée par le bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés aux tiers, à ses installations ou de gêne apportée à leur exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution des eaux de la mer.
7. Le bénéficiaire ne peut élever contre l'Etat et les collectivités locales aucune réclamation en raison de l'état des voies publiques ni de trouble qui peuvent résulter soit de mesures temporaires d'ordre et de police, soit de travaux exécutés par l'Etat sur le domaine public.

Article 6 - Remise en état des lieux

Les équipements et installations établis par le bénéficiaire sur la zone de mouillages ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état naturel. Ces opérations sont effectuées aux frais du bénéficiaire. Celui-ci en informe le préfet au moins deux mois avant le début des travaux.

Il n'est pas procédé à cette démolition :

a) en cas de renouvellement de l'autorisation ;

b) si une autorisation nouvelle est accordée dans le même périmètre ; dans ce cas, l'obligation de démolition et de remise en l'état afférente à l'autorisation précédente est transférée au nouveau bénéficiaire ;

c) si le préfet notifie au bénéficiaire qu'il exige le maintien de tout ou partie des équipements et installations. Dans ce cas, l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé dans tous les droits du bénéficiaire sur ces équipements et installations, qui doivent lui être remis en l'état sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte.

En cas de non-exécution des travaux de démolition, il peut y être pourvu d'office aux frais du bénéficiaire, après mise en demeure restée sans effet dans le délai qu'elle a fixé.

Le bénéficiaire demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur remise à l'Etat.

Article 7 – Révocation de l'autorisation par l'Etat

L'autorisation peut être révoquée par l'Etat, sans indemnité, un mois après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée sans effet notamment en cas de non respect des clauses et conditions de la présente autorisation.

Dans les cas susvisés, les dispositions de l'article « remise en état des lieux » s'appliquent.

La révocation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation produit les mêmes effets que ceux prévus à l'article « remise en état des lieux ».

Toutefois, si cette décision est prise en cours de réalisation des ouvrages, l'Etat peut imposer au bénéficiaire l'exécution de tous travaux nécessaires à la bonne tenue et à une utilisation rationnelle des ouvrages déjà réalisés.

Article 9 - Information de l'administration
Toute modification apportée, aux équipements et installations de la zone de mouillages, ou à la situation du bénéficiaire devra être signalée au service de l'Etat gestionnaire du domaine public maritime.

Article 10 - Règlement de police
Après consultation du bénéficiaire, un règlement de police de la zone de mouillages est établi conjointement par le préfet et le préfet maritime.

Il devra définir au sein de la zone de mouillages :

- les chenaux d'accès,
- les règles de navigation,
- les mesures à prendre pour le balisage,
- les prescriptions relatives à la conservation du domaine, la sécurité des personnes et des biens, la prévention et la lutte contre les accidents, les incendies et les pollutions de toute nature.

Article 11 - Rapports avec les usagers
Les rapports entre le bénéficiaire ou le gestionnaire de la zone de mouillages et les usagers sont régis par des contrats dont les conditions générales sont affichées, accompagnées des tarifs en vigueur, aux lieux où l'on accède normalement aux zones de mouillages et d'équipements légers.

Les droits réels ne sont pas applicables au domaine public maritime naturel.

Article 12 - Règlement d'exploitation
Le bénéficiaire ou le cas échéant le gestionnaire de la zone définit le règlement d'exploitation qui regroupe l'ensemble des consignes d'exploitation de la zone de mouillages s'appliquant aux usagers.

Ces consignes devront préciser les conditions d'utilisation des ouvrages et outillages, notamment en ce qui concerne les priorités d'amarrage et de mouillage en faveur de la navigation d'escale et de passage, la durée maximum de stationnement, les règles à observer par les navires durant leur séjour, les règles prises pour la lutte contre l'incendie ainsi que les mesures relatives à la conservation et la propreté du plan d'eau et la protection des navires et embarcations.

Au plus tard, un mois après la notification de l'arrêté de règlement de police, le bénéficiaire a l'obligation d'adresser ce règlement au service de l'Etat gestionnaire du domaine public maritime.

Le bénéficiaire le porte à la connaissance des usagers et du public par voie d'affiches apposées à proximité des ouvrages et outillages en des emplacements agréés par le service susvisé.

Le bénéficiaire a à sa charge les frais d'impression et de diffusion de ce règlement.

Article 13 - Conseil annuel des mouillages
Un conseil des mouillages sera organisé par le bénéficiaire au minimum une fois par an.

Le service gestionnaire du domaine public maritime y sera invité. Pourront y être associés les professionnels et organisations professionnelles.

Cette réunion annuelle aura pour objet de rendre compte de la gestion des mouillages sur le site.

Un compte-rendu sera adressé au service gestionnaire du domaine public maritime ainsi qu'aux autres participants.

Article 14 - Redevance domaniale
Le bénéficiaire versera à la direction départementale des finances publiques du Morbihan – service comptabilité - une redevance annuelle de 10 295 € (dix mille deux cent quatre vingt quinze euros), valeur au 1er janvier 2012 Cette redevance sera indexée pour les années suivantes sur les variations de l'indice TP 02 du mois de mars de l'année.

La redevance entre en vigueur à compter du 1er janvier 2012 et est fixée comme suit :

Année 2012 : 145 unités x 71 € = 10 295 € réduit à un tiers soit 3 431 €
Année 2013 : 145 unités x 71 € = 10 295 € réduit à deux tiers soit 6 862 €
Année 2014 et suivantes : 145 unités x 71 € = 10 295 € tarif plein.

La redevance annuelle est exigible d'avance, pour la première fois, dans les 10 jours suivant la notification qui en est faite au bénéficiaire par la direction départementale des finances publiques du Morbihan.

En cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance portera intérêt au taux légal quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Article 15 – Droits des tiers
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 – Recours contentieux
Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé aux ministres concernés. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 17 – Exécution
Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental des finances publiques du Morbihan – service France Domaine, le maire d'AMBON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

A Vannes ..., le 1er JUIN 2012 A Lorient , le 08 JUIN 2012

Le préfet du Morbihan,
pour le préfet du Morbihan et par délégation,
le directeur départemental
des territoires et de la mer ,

Philippe CHARRETTON

Le préfet maritime de l'Atlantique,
pour le préfet maritime de l'Atlantique
L'Administrateur en chef
des Affaires Maritimes VEILLE
Délégué à la Mer et au Littoral
du Morbihan
l'Adjoint par délégation
le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint
Délégué à la mer et au littoral,

Jean-Luc VEILLE

Le présent arrêté a été notifié le ....13 JUIN 2012
La chef de l'unité Vannes littoral,

Pascale DURAND

Destinataires :
- Bénéficiaire de l'autorisation (original)
- Direction départementale des finances publiques – service France Domaine
- Préfecture du Morbihan (publication RAA)
- SHOM

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

PRÉFET MARITIME DE L'ATLANTIQUE

Direction départementale
des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral
Service aménagement mer et littoral
Unité Vannes littoral

Avenant à l'arrêté interpréfectoral du 08 juin 2012
autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime
par une zone de mouillages et d'équipements légers
sur le littoral de la commune d'AMBON

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Le préfet maritime de l'Atlantique
Vice-amiral d'escadre

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2122-1, L. 2124-1 et L. 2124-5, R. 2124-39 à R. 2124-55,

VU le code du tourisme, notamment les articles L. 341-8 et suivants, R. 341-4,

VU Le code des transports,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 321-1, L. 321-2, L. 321-5, L. 321-9 et L. 362-1,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-3 et L. 2212-4,

VU le code pénal, notamment l'article R. 610-5,

VU le décret n°2004-112 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer en date du 6 février 2004,

VU le décret n°2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements en date du 29 avril 2004,

VU le plan d'action pour le milieu marin (PAMM) nord atlantique manche ouest,

VU le document stratégique de façade (DSF) nord atlantique manche ouest approuvé en date du 24 sept 2019,

VU l'arrêté du préfet maritime n° 2018-133 portant délégation de signature à Madame Kristell SIRET-JOLIVE, déléguée à la mer et au littoral à la direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan en date du 5 septembre 2018,

VU l'arrêté du préfet du Morbihan portant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer en date du 3 décembre 2019,

VU la décision de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer du 9 janvier 2020,

VU l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime par une zone de mouillages et d'équipements légers sur le littoral de la commune d'AMBON,

VU la demande de la commune d'AMBON, représentée par Monsieur le maire, sollicitant une réduction du nombre de mouillages autorisés sur son littoral du 28 janvier 2020,

.../...

VU l'avis et la décision du responsable de France Domaine fixant le montant de la redevance domaniale en date du 27 février 2020,

VU l'avis conforme du commandant de la zone maritime Atlantique en date du 13 mars 2020,

CONSIDERANT l'intérêt d'un groupement de mouillages, économe de l'espace maritime,

CONSIDERANT que l'occupation du domaine public maritime est compatible avec les objectifs environnementaux déclinés dans le PAMM et le DSF nord atlantique manche ouest et avec le programme de mesure du PAMM,

CONSIDERANT que la demande présentée par la commune d'AMBON est conforme aux règles législatives et réglementaires notamment à celles relatives à la protection de l'environnement en vigueur,

CONSIDERANT la baisse régulière du nombre de demandeurs d'un mouillage,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETENT

Article 1 : Objet

La commune d'AMBON est autorisée à réduire de 30 le nombre de mouillages sur le secteur Tréhervé qui en comporte actuellement 100, portant ainsi le nombre de mouillages à 70.
Le nombre de mouillages sur le secteur de Cromenach est inchangé et reste à 45.
Le nombre total de mouillages autorisé sur le domaine public maritime de la commune d'AMBON est de 115.

Article 2 : Modification

L'article 2 de l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 autorisant la commune d'AMBON à occuper temporairement le domaine public maritime par une zone de mouillages et d'équipements légers sur son littoral est modifié comme suit :

« A. Délimitation
La zone de mouillages, représentée au plan annexé, est située aux lieux-dits Tréhervé et Cormenach : elle comportera 70 mouillages à évitage à Tréhervé et 45 mouillages à évitage à Cromenach, soit un total de 115 mouillages ». Le reste de l'article est inchangé.

L'article 14 de l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 sus-visé est modifié comme suit :

« Le titulaire de l'autorisation paiera d'avance à la direction départementale des finances publiques – service produits divers de Vannes, sous réserve des dispositions de l'article R2125-3 (V) du code général de la propriété des personnes publiques, la redevance domaniale annuelle due pour l'occupation du domaine public. Cette redevance domaniale est révisée annuellement selon l'indice TP 02 du mois d'avril de l'année n-1.

La redevance pour l'année 2020 est fixée à **8 678 €**.

En cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance portera intérêt au taux légal quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. »

Article 3 : Autres articles
Les autres articles de l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 sus-visé sont inchangés.

Article 4 – Droits des tiers
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Recours contentieux

Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé aux ministres concernés. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative ;
- le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental des finances publiques du Morbihan – service France Domaine, le maire d'AMBON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

A Lorient, le 04/05/2020

Le préfet du Morbihan,
pour le préfet du Morbihan et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
le Chef du service Aménagement Mer et Littoral

Vassilis SPYRATOS

Le préfet maritime de l'Atlantique,
pour le préfet maritime de l'Atlantique
et par délégation,
l'administratrice en chef des Affaires maritimes,
déléguée à la mer et au littoral,

Kristell SIRET-JOLIVE

Le présent arrêté a été notifié le 05/05/2020
Le responsable de l'unité vannes littoral,

David FOURNIER

Destinataires :
- Bénéficiaire de l'autorisation
- Préfecture maritime de l'Atlantique – Division action de l'Etat en mer - BRCM – CC46 – 29240 BREST CEDEX 9
- Direction départementale des finances publiques – service des Domaines
- Direction départementale des territoires et de la mer/ délégation à la mer et au littoral/ unité Vannes littoral

PRÉFET DU MORBIHAN
Liberté
Égalité
Fraternité

MAIRIE d'AMBON
30 AOUT 2021
2021-08-299
COURRIER "ARRIVÉE"

LT

Direction départementale des territoires et de la mer

Service aménagement mer et littoral
Unité Vannes littoral

Affaire suivie par : Bénédicte de Bussy
Tél :02 56 63 75 23
Mél : benedicte.de-bussy@morbihan.gouv.fr

Vannes, le 25 AOUT 2021

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

Monsieur le maire
Rue du Pré Demoiselle
56190 AMBON

Objet : Avenant n° 2 à l'autorisation d'occupation temporaire pour les mouillages

VOS REF : NP/JLC 21.20

Réf : D2021-416

Monsieur le maire,

Conformément à votre demande du 28 juin 2021, vous trouverez ci-joint l'avenant n° 2 à l'autorisation d'occupation temporaire pour une zone de mouillages et d'équipements légers du 8 juin 2012, portant cette autorisation de 115 à 85 mouillages sur les secteurs de Cromenac'h et Tréhervé.

Conformément à l'article R2124-51 du code général de la propriété des personnes publiques, les corps morts doivent être retirés du domaine public maritime (remise à l'état naturel) aux frais du bénéficiaire de l'autorisation. La commune doit avertir le service aménagement mer et littoral / unité Vannes littoral de l'intervention, au moins deux mois avant le début des travaux.

A ce propos, la période la moins impactante pour les oiseaux dans ce secteur se situe entre mi-août et début octobre ou encore en avril, ces deux périodes correspondant au chassé-croisé entre oiseaux hivernants et oiseaux nicheurs. De plus, une intervention par voie maritime est la plus adaptée au respect du terrain et évite ainsi à un véhicule terrestre de rouler sur l'estran.

Le parc naturel régional du Golfe du Morbihan est à votre disposition pour toute information complémentaire en matière d'environnement.

En outre, suite à la parution de certains articles dans la presse qui laissent entendre que la zone de mouillages d'Ambon pourrait être gérée par la compagnie des ports du Morbihan, je vous informe qu'il n'en est rien. Cette information ne concerne que les mouillages situés sur le territoire de la commune de Damgan et gérés par elle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de la considération distinguée.

Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer par délégation,
l'adjointe au service aménagement
mer et littoral,

Sandrine PERNET

Copie : commune de Damgan

PRÉFET
DU MORBIHAN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral
Service aménagement mer et littoral

Avenant n° 2 à l'arrêté interpréfectoral du 08 juin 2012 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime par une zone de mouillages et d'équipements légers sur le littoral de la commune d'AMBON

LE PRÉFET MARITIME DE L'ATLANTIQUE
Vice-amiral d'escadre

LE PRÉFET DU MORBIHAN
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), notamment les articles L2122-1, L2124-1 et L2124-5, R2124-39 à R2124-56 ;

VU le code du tourisme, notamment les articles L341-8 et suivants, R341-4 ;

VU le code des transports ;

VU le code pénal, notamment l'article R610-5 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L321-1, L321-2, L321-5, L321-9 et L362-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1, L2212-3 et L2212-4 ;

VU le code pénal, notamment l'article R610 ;

VU le décret n° 2004-112 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer en date du 6 février 2004 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements en date du 29 avril 2004 ;

VU le plan d'action pour le milieu marin (PAMM) nord atlantique manche ouest ;

VU le document stratégique de façade (DSF) nord atlantique manche ouest approuvé en date du 24 septembre 2019 ;

VU le schéma de mise en valeur de la mer du Golfe du Morbihan approuvé par arrêté préfectoral du 25 août 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Mathieu Escafre, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) du Morbihan du 7 juin 2021 ;

VU l'arrêté du préfet maritime de l'atlantique n° 2021/070 en date du 10 mai 2021 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu Escafre, directeur départemental des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral du Morbihan par intérim ;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM du8 juin 2021 ;

VU la délibération de la commune d'Ambon sollicitant une réduction du nombre de mouillages en date du 9 juillet 2021;

VU l'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en application de l'article R414-19-21° du code de l'environnement ;

Considérant que l'occupation du domaine public maritime est compatible avec les objectifs environnementaux déclinés dans le PAMM et le DSF nord atlantique manche ouest et avec le programme de mesure du PAMM ;

Considérant que la réduction du nombre de mouillages concoure à la protection de l'environnement et du domaine public maritime ;

Considérant que de ce fait, le projet présente un caractère d'intérêt général ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

ARRETENT

Article 1 - Modification

L'article 1 de l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 est modifié comme suit :

« La commune d'AMBON est autorisée à réduire :

- de 20 le nombre de mouillages sur le secteur Cromenach qui en comporte actuellement 70, portant ainsi le nombre de mouillages à 50,
- de 10 le nombre de mouillages sur le secteur de Tréhervé qui en comporte actuellement 45, portant ainsi le nombre de mouillages à 35.

Le nombre total de mouillages autorisé sur le domaine public maritime de la commune d'AMBON est de 85. »

Article 2 - Redevance domaniale

L'article 14 de l'arrêté interpréfectoral du 8 juin 2012 est modifié comme suit

La commune d'Ambon est autorisée temporairement à occuper le domaine public de l'État.

En contrepartie de l'occupation privative du domaine public ainsi que des avantages de toute nature procurés par l'utilisation du bien, l'occupant s'acquittera d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant a été déterminé conformément aux principes énoncés aux articles L2125-1 et L2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

La présente autorisation d'occuper le domaine public est conclue moyennant le paiement d'une redevance pour l'année 2022 d'un montant de 6 683 euros.

Cette dernière sera revalorisée annuellement selon l'indice TP02 d'avril.

La redevance est payable par terme annuel et d'avance dès signature de la présente autorisation à la caisse de la Direction départementale des finances publiques du Morbihan – 35 Bd de la Paix – BP 510 – 56019 VANNES CEDEX.

La redevance peut également faire l'objet d'un paiement par virement. Le paiement sera effectué par virement bancaire à la caisse du comptable dont les références bancaires figurent ci-après :
RIB : FR-74-3000-1008-59A5-6000-0000-065.

Le virement devra impérativement faire apparaître le numéro de dossier de l'occupant, précédé de la mention « REDOM ».

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Article 3 - Impôts et taxes

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à acquitter tous les impôts et taxes dont il est redevable concernant les terrains, aménagements et installations présents sur le domaine public.

Article 4 - Autres articles

Les autres articles sont inchangés.

Article 5 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Recours contentieux

Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé aux ministres concernés. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet https://www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental des finances publiques du Morbihan – service des Domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Vannes, le 17 AOUT 2021

Pour le préfet maritime de l'Atlantique
et par délégation,
le directeur départemental des territoires
et de la mer, délégué à la mer et au littoral du
Morbihan, par intérim

Mathieu ESCAFRE

A Vannes, le 17 AOUT 2021

Pour le préfet, et par délégation,
le directeur départemental
des territoires et la mer,

L'Adjointe au chef du service
aménagement mer et littoral

Sandrine PERNET

Notifié le 25 août 2021

Destinataires :

- Bénéficiaire de l'autorisation (original)
- Préfecture maritime de l'Atlantique – Division action de l'État en mer - BRCM – CC46 - 29240 BREST CEDEX 9
- Direction départementale des finances publiques – service des Domaines
- Direction départementale des territoires et de la mer / délégation à la mer et au littoral / unité Vannes littoral